LES MILITANTS D'AF MOBILISÉS CONTRE ROMEO CASTELLUCCI ET SA MERDE P. 16

L'ACTION FRANÇAISE 2000

4 € I N° 2827 I 65e année I Du 3 au 16 novembre 2011 I Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois I www.actionfrancaise.net

Du printemps arabe à la nuit islamiste

Pages 8-9

Dix axes de salut national p. 3

L'ESSENTIEL

✓ ÉCONOMIE

G20 : les pays déclassés sous surveillance ..... p. 2

✓ SOCIÉTÉ

Pétitions contre le droit de vote des étrangers : « Attention à l'arnaque ! » ..... p. 5

Le "choc des civilisations" en débat ..... p. 6

✓ MONDE

Une Suisse bien tiède après les élections fédérales ..... p. 7

Arcelormittal : colère sociale en Belgique .... p. 7

Fourvoiement en Libye ..... p. 9

La Marine nationale à bout de souffle ..... p. 9

✓ ARTS & LETTRES

Luis Bunuel, réactionnaire malgré lui ..... p. 10

Livres : saintetés variées ..... p. 11

✓ HISTOIRE

L'AF reçoit Dominique Venner : « L'Europe en dormition » .... p. 12

✓ IDÉES

Raphaël Enthoven, un "philosophe de service" ... p. 13

✓ POUR UN JEUNE FRANÇAIS

Un tableau du philosophe Jean Guitton ..... p. 14

Moyen-Orient et Maghreb vus par Maurras ..... p. 14

M 01093 - 2827 - F: 4,00 €

La République et le champagne

AVANT-HIER, un monsieur de peu d'esprit, qui revenait d'une visite à Versailles m'a lancé le poncif le plus éculé, à moi dont il connait les convictions : « *C'est une honte d'avoir construit un château pareil au moment où le peuple mourrait de faim.* » J'ai eu encore la force de lui répondre : il avait devant lui l'expression de l'art français le plus éclatant. Au XVIIe et au XVIIIe siècle, la France a été elle-même, on sent qu'elle n'a pas douté, que le Palatinat, les dragonnades et les dernières disettes n'ont pas entamé sa confiance ; que les bassins de Latone ou d'Apollon, que les peintures de Le Brun dans la Grande Galerie étaient l'inverse des flagellations actuelles d'une république pénitente à tous sujets – esclavage, colonisation, collaboration – refusant de voir les grandeurs nationales pour mieux nous accabler sous le poids de la culpabilité.

À-bas Versailles donc ! Dormez en paix citoyens ! La République vous assure le pain et les jeux, indispensables à sa quiétude, comprenez McDo et Koh-Lanta. Reste que pour les plus avertis comme les plus argentés, il existe rue de Valois un ministère censé réenchanter le monde. Il y règne un esprit festif, pétillant comme les bulles de champagne consommé par Jack lang et Frédéric Mitterrand. On arrose à tout va et sans compter le Drac, le Frac, mais aussi le théâtre. Celui qui trouve à y redire sent poindre sur lui la réputation du paysan mal dégrossi. Ainsi de la pièce jouée au Théâtre de la Ville, œuvre de Castellucci, perturbée par de courageux militants d'AF. Le soir de la première, une jeune femme semblait adhérer à cette société du loisir où l'on se présente toujours décontracté, simple, presque prolétaire. Elle était vêtue d'un pull à grosses mailles confectionné dans une yourte mongole, et après avoir absorbé dans son salon birman du XIe une tisane infecte mais andine, produit du développement durable, elle avait rejoint le théâtre avec un vélo hors d'âge. Elle me demanda l'objet de ce tapage. Je fus laconique : « *C'est l'Action française, madame !* » On lui aurait dit les Barbares sont là, Attila et ses Huns, les Goths ou les Vandales, que sa stupeur n'aurait pas été plus grande. Elle a eu, je le jure, un geste de petite bourgeoise en portant la main gauche à son collier. L'effroi venait de la ramener à sa première condition. Elle avait toujours son collier, mais le masque avait glissé. ❑

Marc Savina

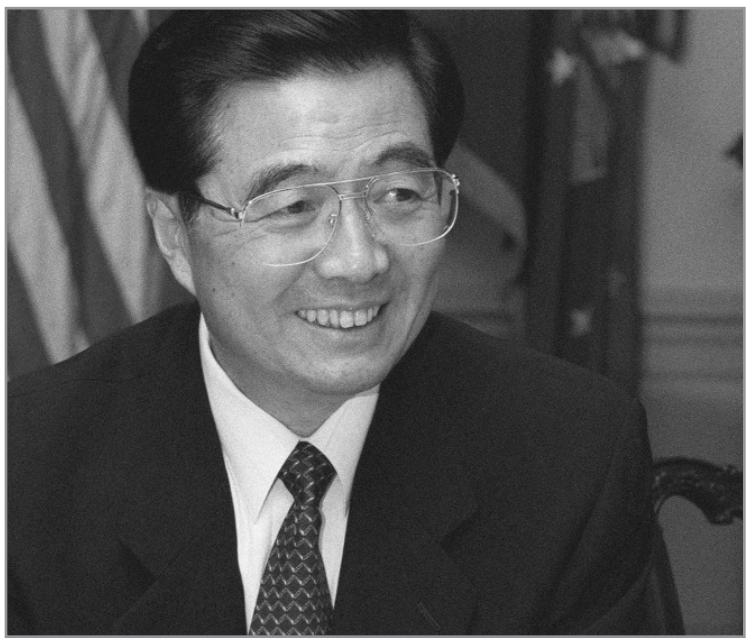
« TOUT CE QUI EST NATIONAL EST NÔTRE »

❑ G20 À CANNES

Déclassés sous surveillance

Le monde a-t-il basculé ? La présidence française du G20 s'achève à Cannes sous la houlette d'un pays fragilisé, ancré dans une Europe portée par l'Allemagne, en quête du soutien des pays émergents.

Prévu depuis longtemps, le sommet du G20, qui se tient cette semaine à Cannes, ne pouvait mieux tomber. Comme l'a dit Nicolas Sarkozy, qui préside ce forum avant de passer le témoin au Mexique, la crise de l'euro constituait, et représente encore, une menace non seulement pour les dix-sept pays de la zone, mais pour l'ensemble du monde. Même si la dramatisation manquait de finesse, le constat n'était pas faux. Dans un monde globalisé, où les forces économiques sont interdépendantes tout en se livrant une âpre concurrence, un krach européen aurait certainement ébranlé les autres pays industrialisés et les puissances émergentes.



Le président chinois Hu Jintao

Un Fonds rénové

Il est donc logique que le plan de sauvetage élaboré dans la douleur la semaine dernière à Bruxelles soit soumis, ces 3 et 4 novembre, au crible planétaire du G20, qui regroupe dix-neuf pays, plus l'Union européenne en tant que telle – avec en outre la participation du directeur général du FMI, en l'occurrence Christine Lagarde. Également à Cannes, Mario Draghi doit présider son premier conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne.

Cependant, il n'est pas sûr que ce plan de sauvetage soit parfaitement adapté à la situation calamiteuse de la Grèce, même avec une dette allégée de 50 %, et qu'il puisse répondre aux besoins de pays fragiles comme le Portugal, l'Espagne, l'Italie et, peut-être ultérieurement, la France.

D'autant que les agences de notation, toujours critiquées mais néanmoins écoutées, n'ont pas d'état d'âme. Ainsi, l'agence Fitch estime que la restructuration de la dette grecque maintiendra ce pays dans la catégorie des valeurs spéculatives. Et l'agence ajoute que la décote de 50 % demandée aux banques risque de constituer un "événement de crédit", autrement dit une situation de défaut de paiement susceptible d'entraîner l'activation de contrats d'assurance contre le risque de défaillance, contrats connus sous le sigle anglais CDS.

Les termes de l'accord de Bruxelles comportent encore des zones d'ombre. Ce qui n'a pas empêché les marchés de réagir favorablement, du moins dans un premier temps, alors que le soulagement prévalait chez les principaux partenaires économiques de l'Union européenne, les États-Unis et la Chine, celle-ci étant notoirement intéressée à la stabilité d'une Europe réputée prospère et qui, par conséquent, est censée lui assurer de profitables débouchés commerciaux ainsi qu'un cadre optimal pour faire fructifier ses investissements. Pékin y voit également la possibilité d'un bouclier pour protéger son yuan de l'agressivité états-unienne.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la Chine, comme d'autres pays dits émergents, soit pressentie pour alimenter à hauteur de 100 milliards d'euros le nouveau Fonds européen de stabilité financière (FESF) dont la capacité d'intervention se situerait entre 1 000 et 1 250 milliards d'euros. Ces sommes peuvent paraître énormes, voire extravagantes, pourtant elles seraient sans doute insuffisantes en cas de défaut d'un pays aussi important sur le plan économique que l'Italie, actuellement en difficulté.

Les objectifs de la Chine

C'est pourquoi, après le soulagement, vient le temps des explications. C'est l'objet du G20 de Cannes, où la Chine, représentée par le président Hu Jintao, entend bien jouer un rôle conforme à sa montée en puissance sur la scène internationale. À la veille de la rencontre cannoise, le vice-ministre chinois des Affaires étrangères, Cui Tiankai, a d'ailleurs fait part des *desiderata* de son pays. Dans son langage technocratique, Cui Tiankai a précisé que « *la Chine souhaite que le sommet du G20 se focalise sur l'économie internationale et les problèmes importants du secteur financier, tels que le règlement de la crise de la dette des pays développés, la fluctuation du prix des marchandises, la pression inflationniste globale, ainsi que la réforme du système monétaire international, afin de maintenir la reprise économique* ». Une reprise qui n'est guère perceptible en Europe, et singulièrement en France, mais le vice-ministre chinois dit espérer que « *le sommet du G20 permettra de stabiliser le marché financier et de stimuler la croissance* ». En quelques mots se trouve résumée toute la problématique du moment. Stimuler la croissance ? C'est l'un des leitmotivs français. Mais comment y parvenir sans de profondes et traumatisantes réformes structurelles, qui permettraient au pays d'affronter à armes égales la compétition internationale ?

Double dépendance

Pour l'heure, la France et l'Europe – à l'exception notable de l'Allemagne – n'ont pas le choix des armes. On l'a vu la semaine dernière à Bruxelles, où Nicolas Sarkozy s'est soumis au *diktat* allemand, tandis que la zone euro liait son sort à la générosité intéressée de la Chine et d'autres émergents. Le G20 de Cannes devait être une sorte de consécration internationale pour l'actuel président de la République. Or, après le jeu de dupes de Bruxelles, la France se retrouve sous la surveillance d'Angela Merkel, qui a imposé à ses partenaires européens un cadre plus contraignant pour les budgets nationaux. Nicolas Sarkozy l'admet lui-même : « *la logique de la monnaie unique, c'est l'intégration* », donc le fédéralisme. François Hollande a pu déplorer, à juste titre, une double dépendance à l'égard de l'Allemagne et à l'égard de la Chine ; malheureusement le candidat socialiste à la présidence de la République ne propose rien qui puisse donner à la France les moyens du redressement. ■

Guy C. Menusier

» RELOCALISATION

L'industrie française est-elle condamnée à disparaître sous les coups de la mondialisation ? Un démenti nous est rapporté par *Libération* : « *Rapatriée d'Extrême-Orient*, [une] *tablette tactile made in France, produite par la société Qooq, sera assemblée à Montceau-les-Mines, et devrait entraîner l'embauche de cinquante à cent personnes en 2012.* » Conçu pour être utilisé dans les cuisines, cet appareil conservera un prix inchangé. Selon notre confrère Luc Peillon, « *le surcoût lié à la main-d'œuvre a été "complètement compensé" par l'innovation et par un processus plus automatisé* ».

» BONS PATRIOTIQUES

L'Espagne ne parviendra pas à respecter ses objectifs budgétaires cette année. Le gouvernement central ne serait pas en cause selon *Les Échos*, qui pointent la Sécurité sociale et les régions. Faute de pouvoir se financer sur les marchés, celles-ci s'adressent d'ailleurs aux particuliers. Le semaine dernière, la Catalogne leur a proposé se souscrire des « *bons patriotiques* » à un ou deux ans. « *Ces émissions* [...] *passent pour des opérations de dernier recours* », soutiennent nos confrères. « *Car l'addition est salée : en plus du rendement compris entre 4,75 % et 5,25 %, la Catalogne reverse 2 % de commissions au groupe de banques émettrices.* [...] *C'est bien plus que le taux de 5,5 % concédé lors de la dernière émission de dette de cette région sur les marchés, en mars de cette année. La Catalogne avait émis 400 millions d'euros à deux ans.* »

L'ACTION FRANÇAISE 2000

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (†)
Directeur de la publication : M.G. Pujo
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost
Politique : François Marcilhac (éditorialiste), Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin, Aristide Leucate, , Marc Savina
Société : Stéphane Blanchonnet, Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux, Stéphane Piolenc
Économie & Social : Guy C. Menusier
Europe : Charles-Henri Brignac, Grégoire Dubost, Guy C. Menusier
Monde : Philippe Maine, Pascal Nari
Arts & Lettres : Anne Bernet, Monique Beaumont, Charles-Henri Brignac, Louis Montarnal, Alain Waelkens
Histoire : Michel Fromentoux, Yves Lenormand, René Pillorget, Frédéric Winkler
Chroniques : Jean-Baptiste Morvan
Idées : Stéphane Blanchonnet, Dimitri Julien, François Marcilhac
Abonnements, publicité, promotion : Monique Lainé

CRISE

Sur le front de l'euro

DANS LA NUIT du 26 au 27 octobre, le président de la République a salué « *le caractère historique* » des décisions négociées par les Dix-Sept. « *Enfin, nous avons mis en place concrètement le gouvernement économique de la zone euro* » s'est-il félicité. De fait, il s'agira seulement d'organiser des réunions plus régulières des chefs d'État ou de gouvernement. Pour le reste, commente Jacques Rosselin, directeur de la rédaction de *La Tribune*, cet accord « *ressemble plus à l'exercice de créativité financière d'une banque d'affaires qu'à une décision de gouvernants animés par une vision ou, restons modestes, une simple volonté politique* ». Quant au caractère « *durable* » de la solution envisagée pour résoudre la crise, elle a d'emblée été nuancée par Traian Basescu, le ministre roumain des Finances : « *Que le montant de la recapitalisation des banques soit de 100 ou 200 milliards d'euros, il sera suffisant pour les six ou sept premiers mois* », a-t-il déclaré. « *Voilà un horizon que notre président de la République sait maîtriser* », ironisait notre confrère. C'était compter sans l'annonce d'un référendum en Grèce censé valider cet énième plan de sauvetage. Cela remet encore tout à plat ! Étant donné l'incertitude qui plane désormais sur la ratification de l'accord, les créanciers d'Athènes consentiront moins volontiers à la décote de leurs titres, qui devait atteindre 50 %.

Appel à l'aide

Lors de sa conférence de presse, le chef de l'État a veillé à exprimer en dollars les futures capacités du Fonds européen de stabilité financière (FESF). « *Je donne cette information pas tant pour les marchés européens, mais pour les marchés mondiaux* », a-t-il expliqué. Or l'implication des "pays émergents" se heurte à différents écueils identifiés dans par notre consœur Marie-Christine Corbier. La Chine privilégierait une intervention auprès des entreprises, ou *via* le FMI afin d'y renforcer son influence, a-t-elle souligné dans *Les Échos*. Par ailleurs, les Européens souhaiteraient se prémunir d'un renchérissement de la monnaie unique. « *D'où la proposition* [...] *que le FESF émette des obligations libellées en yuans* ». Ce qui supposerait l'accord de Pékin, peu disposé à lâcher du lest quant au contrôle de sa monnaie ! Enfin, ces discussions risquent d'interférer avec les négociations commerciales, au moment où l'UE était tentée d'exiger, notamment, un plus large accès aux marchés publics chinois. On envisageait même des mesures de rétorsion, quoique l'Allemagne y soit réticente. Autant les oublier : qui paie commande. ■ **G.D.**

❑ COMBAT

Dix axes de salut national

« *Pour redresser la France* », à l'approche de l'élection présidentielle, le Centre royaliste d'Action française a défini « *dix axes de salut national* » présentés ci-dessous. Ils sont désormais soumis au débat public, et d'abord aux candidats aspirant à exercer la magistrature suprême.

Le jeudi 20 octobre au soir, place du Châtelet à Paris, on a frôlé la tragédie lorsque un fourgon de la police a roulé puis stationné quelques instants sur un jeune militant d'Action française maintenu à terre. Son seul crime ? Être venu protester, au nom de notre double héritage catholique et royal, contre la pièce scato-blasphématoire qui se jouait au théâtre de la Ville. Le silence étourdissant des *media* officiels qui s'en est suivi, voire l'encouragement à toujours plus de brutalité dans la répression, par l'identification de ces jeunes protestataires pacifiques, présentés comme des « *fondamentalistes* », à des terroristes, montre bien que l'éventualité de la mort d'un jeune Français n'effraie pas nos professionnels des droits de l'homme.

Sortir de la crise

L'Action française n'a jamais fait couler le sang français. Il n'en a pas été de même de la République, de ses mercenaires ou de ses nervis politiques, applaudis par une presse dépourvue de toute indépendance, les analyses, sur ces événements, du *Figaro* ou de *La Croix* rejoignant mot pour mot celles de *L'Humanité* ou de *Marianne*... Et nous oublierons, par charité chrétienne, les propos de Mgr Vingt-Trois. Oui, il est temps de réagir, pour défendre tout à la fois nos libertés fondamentales et redresser la nation, puisque un même adversaire les attaque : celui qui, tout ensemble, viole nos consciences et détruit notre identité.

C'est pourquoi l'Action française a défini dix axes de salut national visant à relever le pays. Ils indiquent les pistes à emprunter prioritairement par la France pour sortir de sa crise non seulement économique et financière, mais également et avant tout intellectuelle et morale. Soucieuse de pratiquer, dans le seul intérêt national, le compromis nationaliste le plus large, l'Action française enverra, sans exclusive aucune, ces dix exigences à tous les candidats déclarés. Elle se déterminera uniquement en fonction de l'écho que celles-ci rencontreront soit directement auprès des candidats soit dans leur programme. ■

François Marcilhac

1) Affirmation constitutionnelle de l'inaliénabilité du territoire national - *Défense des intérêts nationaux sur les cinq continents. Refus de toute aliénation, par quelque voie que ce soit et sous quelque prétexte que ce soit, de toute parcelle du territoire national.*

2) Affirmation constitutionnelle d'un nouveau code de la nationalité rompant avec l'automaticité du droit du sol - *Définir un nouveau code de la nationalité, ne garantissant l'automaticité par la naissance de la nationalité française qu'aux enfants nés d'un parent ou de ses deux parents français.* **Pour les enfants nés en France de parents étrangers**, à la majorité, naturalisation volontaire et soumise à l'acceptation d'un Haut Conseil à la nationalité. Seuls les enfants nés de parents légalement immigrés et n'ayant commis aucun crime ou délit grave avant leur majorité pourront en faire la demande.

3) Inversion des flux migratoires - *Redéfinir une politique durable avec les pays partenaires de l'immigration pour assurer leur développement, seule condition leur permettant de retenir leurs forces vives dans des conditions dignes.* **Lutte contre l'immigration clandestine** : disparition des pompes aspirantes, notamment financières (allocations, aide au retour, AME, *etc.*) ; impossibilité légale pour un immigré clandestin d'être "régularisé", sauf en cas d'asile politique dûment reconnu ; renvoi effectif et rapide des immigrés clandestins dans leur pays d'origine avec simplification des procédures de renvoi. **Mesures familiales et allocations sociales réservées aux nationaux. Rétablissement des frontières nationales**, seul moyen d'exercer des contrôles efficaces. **Interdiction** de la double nationalité et du droit de vote des étrangers.

4) Une véritable politique de sécurité publique, assurée au plan national - *Garantir l'ordre public par un renforcement des effectifs de police et de gendarmerie et leur meilleure répartition sur le territoire. Il revient à l'État d'assurer sa mission de sécurité publique.* **Suppression des zones de non-droit** et libération physique des territoires concernés. **Augmentation significative des capacités carcérales. Expulsion systématique des étrangers délinquants et criminels. Suppression de la nationalité pour tout naturalisé de moins de dix ans** ayant commis crimes et délits les plus graves, définis par le législateur, avec renvoi automatique dans son pays d'origine à l'issue de la peine et interdiction définitive de revenir sur le territoire national. **Rééchelonnement des peines** pour les crimes et les délits les plus graves afin de mettre fin au laxisme judiciaire. **Suppression de l'automaticité des remises de peine** pour les crimes et les délits les plus graves, notamment en cas de crimes de sang, de vol à main armée, de trafic de drogue, d'actes de barbarie ou de viol sur mineur. **Généralisation des peines de substitution** pour les primo-petits délinquants. Séparation de la petite délinquance du grand banditisme et retour à des prisons de proximité pour les petits délinquants.

Éducation nationale

5) Rétablir une scolarité conciliant savoir, apprentissage du civisme et besoins de la société - *Nécessité de remettre le savoir au cœur de l'école.* **Repérage dès l'école maternelle** des enfants en difficulté notamment linguistique. **Apprentissage des savoirs fondamentaux à l'école primaire** avec abandon des méthodes globale et semi-globale au CP. »»»

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

SOS – Priorité au journal

LA SOUSCRIPTION, indispensable pour faire face à nos dépenses, n'a atteint cette année que la moitié du montant récolté l'an dernier, soit 7 700 euros contre 15 000 euros en 2010. De plus, le mode de calcul des coûts de diffusion dans les kiosques a entraîné pour nous une charge sensible. Ces deux points noirs nous posent à l'heure actuelle un grave problème de trésorerie.

C'est pourquoi nous lançons aujourd'hui un **appel pressant** pour que le journal puisse passer cette période difficile. Nous continuons de nous efforcer d'améliorer le contenu de *L'AF 2000* et nous avons augmenté très sensiblement le nombre d'abonnements de propagande diffusés chaque mois pour recruter de nouveaux abonnés. Parmi toutes les œuvres qui vous sollicitent, donnez la priorité au journal de l'Action française. Dans le combat national, *L'AF 2000* a une tâche irremplaçable pour la diffusion de nos idées.

Merci pour ce que vous pourrez faire et croyez à toute notre reconnaissance. ❑

Marielle Pujo

✓ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de Mme Geneviève Castelluccio et de les lui envoyer à : L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

Dix axes de salut national

Suite de la page 3

»»» Insistance sur la lecture, l'écriture, le calcul, la morale, l'histoire nationale, les sciences naturelles et le sport. **Fin du collège de l'échec avec disparition du collège unique.** Promotion dès la 6e des différentes formes d'intelligence par un enseignement différencié. Valorisation de l'apprentissage par alternance dès l'âge de quatorze ans. **Obligation légale pour les administrations d'État et territoriales** de donner l'exemple en prenant en contrat d'apprentissage un nombre minimal d'apprentis. **Revalorisation des filières professionnelles** afin de valoriser les savoir-faire qui ont fait la réputation du génie français. **Revalorisation au collège et au lycée** des matières littéraires (langues anciennes) et de l'histoire. **Faire des filières scientifique, économique et littéraire trois filières d'excellence** ouvrant chacune à des métiers. **Rompre avec la politique consistant à hisser 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac**, afin de garantir le statut du baccalauréat comme premier grade universitaire. **Conforter l'autonomie des universités tout en garantissant l'accès aux formations en fonction des besoins de la société** afin d'en finir avec l'échec universitaire, coûteux pour la nation et démobilisant pour la jeunesse.

Famille et coéhsion sociale

6) Promouvoir une véritable politique familiale et nataliste - *Promotion d'une politique de la vie tendant explicitement à l'abrogation, à plus ou moins long terme, des lois infanticides.* **Suppression immédiate du remboursement par la Sécurité sociale de l'avortement** et retour immédiat au délai de dix semaines, ainsi qu'à l'encadrement strict de la notion de détresse. Interdiction de toute promotion de l'avortement. **Clause de conscience intégrale** pour tout le personnel médical, paramédical et social. Promotion et facilitation des solutions alternatives à l'avortement, notamment : aide aux mères en difficulté et aux associations promouvant la vie, accouchement sous X, adoption à la naissance. **Valorisation du mariage et de la famille** au travers, notamment, de la suppression des mesures administratives et fiscales encourageant l'union libre ou le PACS. Interdiction du mariage homosexuel et de l'adoption par des "couples" homosexuels. **Suppression immédiate de la loi libéralisant le travail le dimanche. Politique nataliste réservée aux seuls Français** au travers notamment de dispositions fiscales favorisant le troisième enfant et les suivants, de l'aide au logement pour les familles nombreuses avec priorité d'accès au logement social et de l'extension des avantages de la carte famille nombreuse. **Refus de la fiscalisation des allocations familiales.**

7) Assurer la cohésion sociale - *Promouvoir une politique de cohésion sociale visant à renforcer, voire à recréer les solidarités naturelles. L'on ne peut, au détriment du corps social tout entier, accepter la politique du laisser-faire. L'objet du politique est également de défendre et de garantir les corps sociaux de manière à ne pas laisser l'individu seul face aux groupes de pression ou à l'État. L'harmonie sociale naîtra des impératifs de la politique naturelle.* **Défense d'un tissu social** malmené de toutes parts : cercles communautaires dissous, destruction du lien capital-travail, perte des repères. **Réorientation du RSA vers les Français les plus nécessiteux** en concentrant les efforts sur une véritable réinsertion au plan local. **Mobilisation des travailleurs actifs** sur des solidarités identifiées et contrôlables. **Moratoire sur les crédits à la consommation. Lutte contre l'économie parallèle. Création d'un service national civil ou militaire obligatoire. Politique de la jeunesse volontariste. Abrogation des lois adoptées depuis 1972** qui portent atteinte à la liberté d'expression et à la cohésion sociale en encourageant le communautarisme.

Économie humaine

8) Promouvoir une politique économique ambitieuse et humaine - *Elle passe par la lutte contre les effets économiques et sociaux du mondialisme, la redéfinition d'un projet économique ambitieux pour la France s'appuyant largement sur les PME, les ETI et une politique volontariste en matière d'exportation, la réindustrialisation du pays et une place légitime donnée à l'agriculture et à l'industrie agro-alimentaire.* **Sortie concertée de l'euro.** Rétablissement de l'indépendance de notre monnaie. **Retour à une monnaie commune.** Préférer les emprunts nationaux aux emprunts sur les marchés financiers. Abolition des textes adoptés dans la continuité de la loi de 1973. **Refonte globale de la fiscalité** en accord avec les réalités et les enjeux économiques actuels et à venir. Limitation des niches fiscales et des accords de non-double imposition internationaux. **Mise en œuvre d'une véritable politique de patriotisme économique** visant à : garantir les intérêts stratégiques et économiques de la France en introduisant un droit de contrôle étendu sur les acquisitions de sociétés françaises par des sociétés étrangères ; soutenir la production nationale par des dispositifs (fiscaux, aides directes,communication) favorisant les biens et services dont la production, l'emploi et les revenus sont économiquement domiciliés en France ; systématiser le recours à des sociétés et produits français dans les marchés publics et les grands appels d'offres ; rétablir les droits de douanes et taxer les délocalisations. **Accompagnement renforcé des PME**, tissu économique et social du pays et acteurs fondementaux du redressement du pays. **Politique volontariste à l'égard des entreprises de taille intermédiaires (ETI) ; aide efficace à l'exportation en faisant du commerce extérieur un ministère digne de ce nom ; regard de l'État sur les transferts de technologie ; réduction des inégalités sociales**, limitation de la disparité des salaires. **Revalorisation du Smic.**

Indépendance

9) Retrouver les conditions de l'indépendance nationale, redonner à la France sa place dans le monde - *Réaffirmation de la défense nationale comme priorité nationale.* **Constitution d'une véritable armée de métier**, pouvant répondre aux besoins de notre politique étrangère. **Affectation à la défense nationale, grâce à une hausse de son budget, des moyens humains et matériels nécessaires** pour faire face à la multiplicité des menaces (classiques, nucléaires, terroristes). **Deuxième porte-avions nucléaire. Renforcement, sur la base du volontariat, de la réserve opérationnelle** dont le recrutement s'effectuera notamment à l'issue d'un service national court. Cette réserve pourra assurer dans le cadre de sa mission l'encadrement du service national.

10) Rétablir une politique étrangère française - *Réorientation de la diplomatie en fonction des intérêts supérieurs de la France avec possibilité de rapprochements et de signatures de traités avec des nations ou des groupes de nations sans l'autorisation de Bruxelles ou de Berlin.* **Sortie de l'OTAN. Renégociation des traités européens** au profit de partenariats entre États souverains. **Affirmation politique de la Francophonie.** Partenariat avec les pays francophones sur les plans politique, économique et scolaire. **Aide au développement orienté vers la formation d'élites francophones** avec obligation de retour dans le pays pour concourir au développement durable de celui-ci. ■

Centre royaliste d'Action française

CULTURE

Lettre ouverte à Frédéric Mitterrand

L'éditorialiste de *L'Action Française 2000* interpelle le ministre de la Culture sur l'affaire Castellucci.

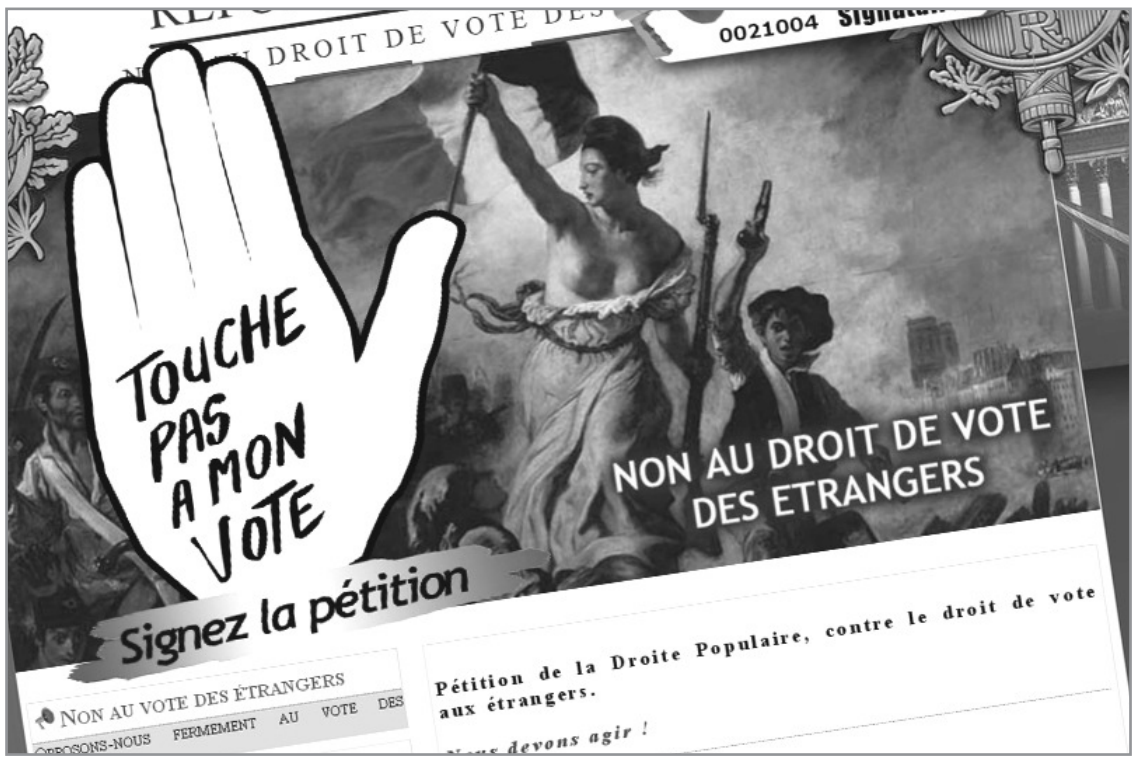
Monsieur le ministre,
Par communiqué, le samedi 22 octobre, vous avez condamné « *les perturbations commises à l'encontre de la pièce de théâtre de Romeo Castellucci* », *Sur le concept du visage du fils de Dieu*, arguant qu'elles portent atteinte « *à un principe fondamental de la liberté d'expression protégé par le droit français* ». Si vous comprenez, dans votre grande mansuétude, que « *certains passages du spectacle peuvent choquer* », vous ajoutez que « *cela ne saurait en aucun cas justifier des méthodes violentes contraires à la démocratie. Un théâtre est le lieu de la liberté d'expression, liberté qui doit être préservée.* »
Il faut porter à votre décharge que vous vous contentez du service minimum en refusant de placer votre condamnation sur le terrain de l'art. Vous reconnaissez ainsi implicitement le caractère nauséabond d'un spectacle dont la seule intention est d'offenser les chrétiens en s'attaquant de manière frontale à ce qu'il y a de plus sacré à leurs yeux : l'image du Christ, n'hésitant pas, pour le faire, à recourir à des enfants, dont on sait la place centrale dans l'Évangile. Mais vous avouez également que la « *démocratie* », que vous invoquez, est incompatible avec le respect de cette image et d'une religion qui participe de l'identité même de la France, qu'on soit croyant ou non et, j'ajouterai, baptisé ou non, puisque selon vous, demander que cette image et cette religion ne soient pas intentionnellement souillées est « *contraire à la démocratie* ».
Quant aux « *méthodes violentes* » que vous évoquez, vous le savez fort bien, elles n'ont pas été le fait des manifestants mais de la police, qui n'a pas hésité à rouler avec un véhicule sur un militant de l'Action française, lui écrasant la jambe, avant de l'envoyer pour vingt-trois heures en garde à vue après un passage éclair à l'Hôtel-Dieu. On a frôlé la mort d'un jeune, toujours handicapé, dont le seul crime est d'être royaliste et croyant. Par votre silence coupable sur ces exactions, encouragées par les propos haineux du directeur du théâtre et de l'"auteur", qui assimilent intentionnellement des manifestants, qui n'ont commis aucune dégradation ni violence physique, à des terroristes en les traitant de « *fondamentalistes* », vous vous faites, comme "ministre", le "serviteur" - tel est le sens premier de ce noble mot - d'un désordre établi qui impose sa loi illégitime de manière brutale.
Monsieur le ministre, imagine-t-on le Théâtre de la Ville jouer une pièce où seraient offensées de manière scatologique les religions juive ou musulmane ? Pourquoi peut-on tout se permettre à l'encontre de la seule religion chrétienne, jusqu'à un silence complice des "autorités" envers les profanations d'églises combien plus nombreuses que celles de mosquées ou de synagogues, tout aussi condamnables mais hypermédiatisées ?
Enfin, vous n'ignorez pas que ce spectacle est subventionné. Quelle est la liberté des catholiques, citoyens à part entière, qui se voient contraints de financer un spectacle qui les heurte au plus profond d'eux-mêmes ? Est-ce cela la "laïcité" ? Ne pourrait-on pas exiger de la part de nos représentants qu'ils ne financent pas ce qui peut légitimement choquer la conscience de leurs compatriotes ? Des non-croyants, qui nous apportent leur soutien, sont eux-mêmes choqués.
La liberté d'expression, dites-vous ? Dans l'affaire Castellucci, elle a été bafouée par l'auteur, le directeur du théâtre, le maire de Paris, la police... et par vous-même qui déniez aux citoyens le droit d'exprimer leur légitime protestation. ❏

François Marcilhac

❑ CITOYENNETÉ

Attention à l'arnaque !

En réaction aux initiatives de la gauche, des pétitions ont été lancées contre le droit de vote des étrangers. Ce faisant, la Droite populaire tente sans doute de faire oublier une opinion exprimée jadis par Nicolas Sarkozy...



La Droite populaire piétine les platebandes du Front national.

Le passage à gauche du Sénat a pour conséquence immédiate de relancer le débat sur le droit de vote des étrangers extra-communautaires aux élections locales (et pourquoi pas après nationales). En effet accorder, comme le souhaitent le Parti socialiste, les Verts et le Front de gauche, ce droit aux étrangers nécessiterait une réforme de la Constitution, celle-ci stipulant que, pour exercer ce droit, il convient d'être Français [1].

On est d'ailleurs en droit de s'étonner : l'accès à la nationalité française étant largement bradé, pourquoi existe-t-il encore des résidents étrangers extra- communautaires qui ne l'ont pas demandée, s'ils ont tant envie que cela de voter... ? Peu importe, au fond... Le fait est que nationalité et citoyenneté sont l'avers et le revers d'une même médaille : l'appartenance à la communauté nationale. La nationalité me discrimine (mot que nous revendiquons) par rapport aux titulaires d'autres nationalités, la citoyenneté déterminant mes devoirs et droits au sein de ladite communauté nationale. Tous ceux qui veulent distinguer l'une de l'autre commettent le même sophisme intéressé que les tenants de la théorie du genre, qui sépare identité biologique et identité sexuelle.

Une première pétition, lancée par le collectif "Citoyens contre le droit de vote aux étrangers", qui appartient à la mouvance identitaire, rappelle que « *le droit de vote est la manifestation politique la plus importante de l'appartenance d'une personne à sa collectivité nationale* », ce que nous approuvons tout à fait. En revanche, nous sommes moins convaincus par l'acceptation d'une citoyenneté européenne. Le Front national a également lancé la sienne, notant qu'étant « *pour la souveraineté des peuples* », il « *reconnaît le droit à tous les peuples de pouvoir décider de leur destin, les Français les premiers !* » Sur le fond, nous n'avons rien à redire à l'intention qui anime l'une ou l'autre pétition. Il n'en est pas de même d'une troisième pétition, lancée par la Droite populaire, groupuscule interne à l'UMP, rassemblant des députés se proclamant à la droite du joujou présidentiel, et qui, sur les plans sociétal (Vanneste), européen (Myard), sécuritaire et immigrationniste (Ciotti, Luca, Mariani, qui plus est sous-ministre de Naboléon) cherchent à re-capter l'électorat national et populaire. Leur objectif ? Faire croire aux Français que Sarkozy, qui a trahi toutes ses promesses de campagne entre 2007 et 2012, utiliserait un second mandat pour les réaliser, alors même que son impopularité tient précisément au fait qu'il a fait la politique inverse de celle pour laquelle il a été élu.

Républicanisme ringard

Signer cette dernière pétition, de plus d'un républicanisme ringard, c'est encourager une arnaque. Comme par hasard, notre Droite populaire, dont les membres ne sont animés que par la frousse de n'être pas réélus en 2012, oublient une seule chose : c'est que Sarkozy en personne s'est prononcé en 2007 pour le droit de vote des étrangers. Sachant qu'il ne pourra pas briguer un troisième mandat, il ne manquera pas, s'il est réélu, de faire passer cette mesure antinationale. N'encouragez pas l'arnaque en signant la pétition de la fausse Droite populaire ! Elle a pour seul mérite de montrer que la thématique nationale demeure au cœur du débat politique. Ne nous la laissons pas voler !

François Marcilhac

1 – À ce propos, nous tenons à mentionner une erreur informatique qui a corrompu la version papier de notre éditorial du numéro 2825 de *L'Action Française 2000* : une mauvaise manœuvre a laissé dans une liste de revendications de la gauche le droit de vote des étrangers comme non soumis à réforme constitutionnelle, ce qui est évidemment une absurdité. L'éditorial a été immédiatement corrigé sur le site Internet de l'Action française, seule version qui fasse dès lors autorité.

MÉMOIRE

La manifestation du 17 octobre 1961

Cinquante ans après, critique d'une repentance déplacée.

La défaite militaire du FLN dans nos départements d'Afrique du Nord, son emprise sur les Français musulmans résidant dans la région parisienne menacée par l'action de plus en plus efficace de la FPA [1], auguraient mal de l'avenir du mouvement terroriste. Celui-ci voulut mettre à profit l'ordre du jour de l'ONU et montrer, en frappant un grand coup, que la France était en train de se défaire, et cela dans sa capitale.

De là la manifestation pacifique du 17 octobre 1961, où le terrorisme engagea une bataille contre la France. Cette bataille fut perdue, lamentablement. Toutefois, cette agression avait été préparée avec tout le savoir-faire marxiste. Selon les bonnes méthodes communistes, on décrétait une manifestation pacifique (sic). On réunissait, par la menace ou la contrainte directe, une masse de Français musulmans (ceux qui s'absentèrent durent se justifier en fournissant des certificats médicaux), en faisant avancer d'abord femmes et enfants, puis les hommes armés et les gros bras en dernier lieu. Cette masse devait envahir la place de l'Opéra, celle de la République, et converger vers les Champs-Élysées pour y déployer le drapeau de la rébellion et mettre la ville à feu et à sang.

La force de police auxiliaire

Maurice Papon, préfet de police, avait reçu l'ordre du général De Gaulle : « *Tenez Paris* » ; et Paris fut tenu. La police résista. On eut à déplorer trente-deux morts. Il n'y eut pas une seule noyade. Ces victimes durent leur sort aux pacifiques rebelles, qui avaient assassiné en septembre et en octobre des policiers français musulmans ou de souche européenne. Il convient ici d'évoquer le rôle historique et glorieux de la FPA (force de police auxiliaire). Le colonel Montaner la créa composée de Français musulmans volontaires. Il réussit à inquiéter le FLN qui ne pouvait pas racketter, violer, mutiler impunément. Il ne s'agissait pas d'une Harka, mais de fonctionnaires français qui gardèrent leurs droits et qualifications malgré la capitulation d'Évian. Maurice Papon, préfet de police, leur avait conféré un précieux statut.

Un dernier mot pour signaler l'extrême bénignité du FLN à l'égard des Français musulmans, en particulier lors du massacre de Melouza qui se perpétra du 28 au 29 mai 1957. « *Les villageois messalistes furent enfermés dans les différentes masures qui constituaient le hameau. Sur leur refus réitéré de se soumettre, ils furent assassinés, au fusil, au couteau, à coups de pioches* », précise Yves Courrière. Il y eut trois cent un tués. Le 3 juin 1957, *Le Populaire écrivait* : « *Le FLN fait la plus farouche des guerres à la population musulmane réfractaire à sa dictature.* » Les grandes consciences de la gauche, aujourd'hui comme hier, sont muettes devant ces horreurs, hélas vérifiées, et persistent dans les impostures d'une francophobie hystérique. ■

Perceval

1 - Rémy Valat, *Les Calots bleus et la Bataille de Paris*, éd. Michalon, 2006.

» OUTRE-MER

Un bilan de la politique en faveur de l'outre-mer menée depuis deux ans a été examiné le 26 octobre par le conseil des ministres. Le gouvernement revendique « *une nouvelle approche des outre-mer* [sic] *fondée sur la valorisation de leurs richesses humaines et de leurs ressources naturelles* ». Entre autres objectifs affichés : la diversification des productions et un moindre recours aux importations. Cette politique présenterait également « *une traduction internationale et diplomatique puisque désormais les collectivités locales d'outre-mer peuvent représenter la France dans les conférences régionales, sur la base d'un mandat* ». En outre, cent cinquante visas ont été supprimés « *pour favoriser la fluidité des échanges et l'ouverture des départements et collectivités* [...] *sur leur environnement régional* ». Une évolution à surveiller...

» PARLEMENT

Parmi les dernières propositions de loi déposées au Parlement, on relève celle de Jean-Marie Sermier, député UMP du Jura, qui entend lutter contre « *l'outrage aux symboles de la République* ». Ce faisant, il fait planer une menace sur les royalistes caricaturant Marianne...

Rebondissant sur l'affaire Baby Loup (du nom d'une crèche où travaillait une employée voilée), Françoise Laborde, sénateur PRG de Haute-Garonne, se fait le chantre de la laïcité : elle demande que « *l'obligation de neutralité* » soit étendue aux structures privées en charge de la petite enfance. La parité n'est pas en reste. Tandis que Jean Louis Masson (ex-UMP) se mobilise au Sénat, Chantal Brunel (UMP) mène le bal à l'Assemblée, dans l'espoir que l'"égalité professionnelle" soit érigée en « *grande cause nationale* ».

» MÉMOIRE

Adeptes de la repentance, divers sénateurs se sont manifestement divisés quant au contenu du texte à déposer à l'approche du 17 octobre, date anniversaire de la manifestation de 1961. « *Les hommes qui manifestaient à mains nues furent molestés, torturés et massacrés. Des coups de feu furent tirés. Loin de la "bavure", cette action était préméditée et coordonnée* », soutient la communiste Nicole Borvo Cohen-Seat. Employant des termes plus durs encore, sa collègue écologiste Esther Benbassa pointe carrément un « *un crime d'État* ». C'est une vision tout autre de l'événement qui nous est rapportée ci-contre.

❑ TRIBUNE

Parer à tous les chocs

Confrontés à l'immigration, les pays occidentaux sont tentés d'en analyser les conséquences via le prisme d'un choc des civilisations. Réductrice, cette approche pourrait surtout s'avérer paralysante.

Conséquence de l'immigration massive, les relations avec l'islam sont à l'ordre du jour de la politique intérieure des États occidentaux. Jusqu'alors, cette question était essentiellement une affaire de politique internationale ou de politique impériale. Cela rend la réception d'un discours sur le "choc des civilisations" d'autant plus malaisée pour les sphères dirigeantes que sa conséquence ne pourrait être que le rapatriement, refusé par idéologie, ou la guerre civile. Ce serait cependant une erreur de nier que ce discours trouve une forte résonance dans les populations dites de souche, auprès desquelles il légitime la réaction aux effets les plus révoltants attribués à l'immigration.

La délinquance n'est pas l'apanage d'une communauté culturelle ou ethnique.

Actes de malveillance

Les actes de malveillance et de criminalité des populations immigrées de culture musulmane sont interprétés, par ses tenants plus ou moins conscients, comme autant de témoignages d'une "guerre froide" en cours, guerre froide au sens historique premier de l'expression, qui renvoie à la Guerra fría entre le royaume d'Espagne et ses voisins musulmans en raison des incursions de la piraterie barbaresque. Les bruits sur des stocks d'armes lourdes, qui courent dans les "quartiers", alimentent ces impressions, et le grand banditisme devient le commando avancé d'une conquête islamiste en gestation.

D'aucuns affirment que le caractère criminogène de l'immigration est lié à la culture islamique elle-même. Il est toutefois permis de constater que l'immigration massive de Mexicains catholiques aux États-Unis produit les mêmes effets que celle de musulmans chez nous ; la sécurité n'y est pas assurée dans certaines zones, alors que la population arabo-musulmane y est infime. De nombreux pays latino-américains comptent parmi les plus dangereux au monde, au point de ne pouvoir développer le tourisme. Si la distance les séparant de l'Europe était en cause, on ne comprendrait pas le succès touristique d'un pays comme la Thaïlande... Au contraire, il existe un tourisme de masse au Maghreb, où les occidentaux peuvent parfaitement se sentir à l'aise au milieu de populations de culture islamique. Cela devrait nous induire à la prudence quant aux généralisations hâtives sur les caractères supposés de telle ou telle culture ou civilisation.

Politique étrangère

Le principal défaut de la conception du choc des civilisations, c'est qu'il prive l'État qui en ferait sa doctrine de la souplesse nécessaire à ses relations internationales. Les rois de France ne sont pas allés jusque-là. On se souvient de l'alliance ottomane de François Ier. Celle de Louis XIV est moins connue mais les Autrichiens n'ont pas oublié que, les Turcs étant aux portes de Vienne, le "roi très chrétien" se croisait les bras tranquillement. La brochure sur le bienheureux Marc d'Aviano disponible à l'église des Capucins de Vienne (une publication du provincialat) le rappelle non sans exprimer une certaine acrimonie à l'endroit du roi de France. Si nous ne sommes pas le parti des Capucins, nous avons le droit de penser que Louis XIV avait les intérêts de son pays en vue. L'histoire a du reste rendu la politesse à l'Autriche puisque, au temps de la Sainte Alliance entre l'Autriche catholique, la Prusse protestante et la Russie orthodoxe, ces États ont refusé d'aider les Grecs chrétiens dans leur lutte pour l'indépendance, et c'est Victor Hugo, cette fois, qui, dans les *Orientales*, a conspué les Autrichiens pour être les alliés des Turcs.

Si les circonstances ne sont bien évidemment plus les mêmes aujourd'hui, une politique sincère de main tendue envers les États musulmans, y compris fondamentalistes, peut aussi être considérée comme le moyen de résoudre nos problèmes d'immigration de manière pacifique. Que le discours du choc des civilisations s'oppose à un tel règlement de la question, ou le compliquerait inutilement, dans le cas où une véritable politique nationale était menée dans notre pays, tombe sous le sens. ■

Étienne Chamberlan

L'ACTION FRANÇAISE 2000 — BULLETIN D'ABONNEMENT

✓ Civilité . . . . . .
✓ Prénom . . . . . .
✓ Nom . . . . . .
✓ Adresse . . . . . .
. . . . . .
. . . . . .
✓ Code postal . . . . . .
✓ Commune . . . . . .
✓ Téléphone. . . . . .
✓ Courriel . . . . . .

Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à :
L'Action Française 2000 10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
CCP Paris 1 248 85 A

Premier abonnement (un an)
❑ France . . . . . .80 €
❑ Étranger . . . . . .140 €
Abonnement ordinaire
❑ Un an . . . . . .125 €
❑ Six mois . . . . . .70 €
Abonnement de soutien
❑ Un an . . . . . .150 €
Étudiants, chômeurs, ecclésiastiques
❑ Un an . . . . . .70 €
Outre-mer (un an)
❑ DOM . . . . . .135 €
❑ TOM . . . . . .165 €
Étranger (un an)
❑ Europe . . . . . .165 €
❑ Autres pays . . . . . .178 €

Au fil de la presse

Où l'on constate que le zèle à vouloir réprimer des indigènes de longue date, blancs et chrétiens de surcroît, n'a d'égal que le laxisme avec lequel on laisse courir les "cailleras" du 9-3 et d'ailleurs, de peur de commettre une bavure, forcément raciste.

❑ D'abord, les faits : une pièce scatologique jouée trois soirs de suite au théâtre de la ville situé place du Châtelet, lourdement intitulée *Sur le concept du visage du fils de Dieu*, mise en scène par Romeo Castellucci. Devant la toile tendue du Christ, un vieillard impotent et sénile, s'oublie plusieurs fois, tandis que son fils le change comme un nouveau-né : « *La même scène se reproduit plusieurs fois. Le vieillard défèque, il sanglote. Le fils le change, hurle, pleure. Puis le spectacle bascule. C'est le visage du Christ qui est l'objet des regards. Le fils colle sa bouche sur la toile et l'embrasse.* » (*France Culture*, 21 juillet). Rien d'eschatologique comme le proclamait orgueilleusement son auteur, mais bien plutôt une « *extraordinaire régression psychique. Le nihilisme contemporain ne sait produire que du néant.* » (*Monde et Vie*, 29 octobre). Subventionné et soutenu par les pouvoirs publics, de l'abscons festival d'Avignon aux salles de province, ce spectacle contemporain, illustre, encore une fois, l'imposture des cultureux et de leur ministre de tutelle.

❑ Les catholiques se sont réunis devant le théâtre municipal pour faire entendre pacifiquement leur opposition à cette énième insulte à leur religion. Seulement, le 20 octobre dernier, un militant de l'Action française a été plaqué au sol et sa jambe « *écrasée par un car de police* » avant d'être emmené aux urgences de l'Hôtel-Dieu alors qu'il protestait jeudi soir, avec d'autres personnes, contre le « *spectacle blasphématoire* » (*Nouvelles de France*, 21). « *La république gouverne mal mais se défend bien* », disait Anatole France. La preuve en est d'une plainte déposée par la mairie de Paris avec le soutien du ministère de la Culture et de son représentant, Frédéric Mitterrand : « *Quand la "culture" à la mode "bobo" est critiquée, ses défenseurs savent dépasser les clivages politiques pour s'insurger en commun et se voir rapidement soutenus par leurs congénères journalistes d'extrême gauche, de* Télérama *aux* Inrocks. » (*Minute*, 26 octobre)

❑ D'ailleurs, sur le site Paris.fr, Delanoë se dit « *consterné* » par de telles manifestations. *Le Salon Beige* (28 octobre) rappelle opportunément les propos que le même avait tenu en 2007, au moment de l'affaire des caricatures de Mahomet, où il disait « *se sentir proche des musulmans qui ont ressenti la caricature du prophète Mahomet comme une profanation* ». Imaginons, d'ailleurs, un instant que ce fussent des musulmans qui eussent véhémentement protesté. Gageons que le traitement politique et médiatique auraient été différent, jusqu'à la censure même de la pièce incriminée.

❑ *Le Figaro* (22 octobre) décrit les manifestants (dont des militants de l'Institut Civitas), comme des « *fondamentalistes chrétiens* ». Même son de cloches (si l'on peut dire) dans *Marianne* (23 octobre), qui parle de « *la liberté de création foulée aux pieds* » par « *des fous de Dieu déchaînés* ». Ces républicains tolérants feraient-ils preuve d'autant de mansuétude devant une représentation allégorique de la République en train d'être violée par une meute de chouans en rut, tandis que l'on verrait Joseph de Maistre déféquer sur la Déclaration des droits de l'homme ?

❑ *Le Monde*, dans son édition du 27 octobre, par la voix de ses plumitifs Abel Mestre et Caroline Monnot, en rajoute dans l'hyperbole et l'amalgame en décrivant les manifestants « *aux avant-postes de cette mouvance contre-révolutionnaire, catholique intégriste, obnubilée par "la subversion" et dont les référents historiques sont les dictateurs espagnol Franco et portugais Salazar* » mais également le « *dirigeant de l'extrême droite belge Léon Degrelle, rallié aux nazis pendant la Seconde Guerre mondiale* », sans oublier « *Bruno Gollnisch* ». On ne fait pas pire en matière de désinformation et d'intoxication idéologique.

❑ Reconnaissons, tout de même, que d'autres médias ont livré une information assez objective de l'événement. Ainsi, Agoravox (27 octobre) se scandalise de ce qu'une « *manifestation de petite dimensions, regroupant des associations droitières mais minoritaires, de type Action Française* [dont les moyens d'action se limitaient au] *tractage, déploiement de banderoles, scansions de slogans et récitation de chapelets par quelques dizaines de jeunes gens* » ait fait l'objet d'une « *réplique de la bien-pensance* [...] *totalement disproportionnée, la Ville de Paris et le théâtre portant plainte* [tandis que] *les manifestants en sont, sur plusieurs jours, à cent-cinquante arrestations et trois comparutions immédiates* ».

Aristide Leucate

❑ ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Une Suisse bien tiède

Deux partis inattendus troublent le jeu parlementaire hélvétique. Bien qu'elle demeure le plus important parti de Suisse en termes de voix et de sièges au Conseil national, l'UDC voit sa base électorale s'effriter.

Le Conseil national

Il ne faut pas vendre la peau de l'ours (bernois) avant de l'avoir tué. Le Saint-Gallois Toni Brunner, qui a succédé à Christoph Blocher à la tête de l'UDC, imaginait très bien, à la veille des élections, que son parti puisse franchir la barre des 30 % de suffrages, et ainsi progresser par rapport aux législatives de 2007. Or, si l'UDC reste le plus important parti de Suisse en termes de voix et de sièges au Conseil national, la formation souverainiste voit sa base électorale s'effriter. Avec 26,6 % et cinquante-quatre sièges (sur deux cents) au National, l'UDC subit un revers. Comme du reste les autres "grands partis" – libéral-radical, socialiste et démocrate-chrétien – qui pâtissent de la percée inattendue de deux jeunes formations réputées centristes, d'une part le Parti bourgeois démocratique (PBD), qui rassemble les dissidents de l'UDC ayant rallié la conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf, d'autre part les Verts libéraux, des "écologistes de droite" peu présents en Suisse romande.

Blocher lucide

À eux deux, ces petits partis ne totalisent qu'un peu plus de 10 % des suffrages, qui leur valent vingt et un sièges. C'est insuffisant pour jouer les premiers rôles, mais suffisant pour troubler le jeu parlementaire. Ainsi, l'élection ou la réélection des conseillers fédéraux le 14 décembre se présente comme un véritable casse-tête pour les partis traditionnels, qui ne sont pas à l'abri d'une mauvaise surprise. L'incertitude est particulièrement douloureuse pour le vieux parti radical (désormais associé aux libéraux) ; parti fondateur de la "Suisse moderne" en 1848, époque où il occupa tous les sièges du Conseil fédéral, il pourrait cette fois-ci se voir contester l'un des deux maroquins qui lui restent. Quant à l'UDC, bien qu'elle demeure la principale force politique, sa contre-performance ne lui assure pas une double représentation au gouvernement. « *Peut-être nous sommes-nous trop reposés sur nos lauriers* », admet Christoph Blocher, élu au National mais en ballottage pour le Conseil des États (le deuxième tour est fixé au 27 novembre).

En retard d'une campagne

Le renforcement – relatif – du marais centriste, conjugué à une faible participation électorale, reflète un épuisement des thèmes chers à l'UDC (l'immigration) ou au Parti socialiste (la redistribution des richesses). Comme nous l'avions déjà noté (*L'Action française 2000* du 20 octobre), les préoccupations de naguère ont perdu de leur acuité devant les inquiétudes suscitées par la crise de la zone euro et ses conséquences potentielles pour l'économie helvétique. Or ces craintes n'ont guère été intégrées par les partis établis, en retard d'une campagne.
Sur ce tableau un peu terne se détachent quelques fortes personnalités brillamment élues ou réélues au Conseil national, à l'instar d'Oskar Freysinger (UDC) en Valais, de la libérale-radicale Karin Keller-Sutter à Saint-Gall ou encore du "populiste" Mauro Poggia, nouveau et seul député du Mouvement citoyen genevois. Comme disait Jean Bodin au XVI*e* siècle, « *il n'est de richesse que d'hommes* ». ■

Guy C. Menusier

SOCIAL

Colère en Belgique

Tandis que la gestation du gouvernement se poursuit, la Belgique est bouleversée par la fermeture annoncée d'une usine Arcelor Mittal .

TOUS ENSEMBLE. Le slogan tellement entendu lors des grands défilés protestataires à Paris et en France a passé les frontières. À Seraing, dans le bassin sidérurgique de la région liégeoise, la semaine dernière, il était une réalité.
Près de dix mille travailleurs s'étaient mobilisés pour exiger de Mittal la réouverture des hauts-fourneaux. Au milieu de la foule, sur la place de l'ancien hôtel de ville (mairie), assise autour du buste de John Cockerill, s'élevaient les flammes d'un brasier symbolisant la fusion de l'acier et la phase à chaud. Ballons rouges flottant au-dessus de la foule, banderoles avec des « *Mittal, menteur* », pétards assourdissants, travailleurs en surplis rouges, verts et bleus , disaient l'unanimité du mouvement. Car, en Belgique, chacune de ces couleurs répond à la contestation idéologique de ceux qui la portent. Le rouge pour la FGTB (socialistes), majoritaire en Wallonie et en particulier dans le bassin liégeois, la CSC (chrétiens) et la CGSLB (libéraux). Tous ensemble et, selon la terminologie employée ici, en front commun.
Le fond et l'origine du problème sont à la fois simples et ravageurs. Dans les années quatre-vingt, une restructuration douloureuse avait abouti à Cockrill Sambre, entreprise publique de sidérurgie. Elle connut quinze années de prospérité. Puis la région wallonne se laissa persuader par le français Gandois, en vue d'investissements lourds, de céder l'entreprise au privé, à Usinor qui devint Arcelor pour échoir enfin à l'Indien Lakshmi Mittal, ce qui fait dire à Francis Gomez, le président des métallos de la FGTB : « *Arcelor et Mittal, c'est comme la peste et le choléra. Nous, on a les deux.* » Mittal ferme les hauts-fourneaux, mais se refuse à vendre, dans la logique de ce que jadis le duc d'Orléans appelait « *la fortune anonyme et vagabonde* ». Il demeure sourd à la désespérance des générations qui clament : « *Nous sommes tous des enfants de Cockerill.* » Pour le capitalisme apatride qu'il symbolise, il joue de ses entreprises comme sur un clavier du profit.
C'est pourquoi dans la foule imposante on voyait des délégations venues d'autres sites, par exemple de Florange en France, où la loi d'airain de Mittal s'exerce. Ce vaste rassemblement n'est qu'un prologue. D'autres actions se préparent pour les semaines et les mois à venir. Une manifestation nationale se déroulera le 15 novembre et préludera à une journée d'action européenne ponctuée par des grèves sur tous le sites d'Arcelor, le 7 décembre. Ce conflit social majeur vient s'inscrire en toile de fond sur la formation, toujours en gestation, d'un gouvernement.

Les 500 jours dépassés

On a dépassé les cinq cents jours... Les libéraux ont mis des bâtons dans les roues en exigeant un effort financier accru des régions. Colère des autres négociateurs qui les accusent de visées politiciennes parce que les libéraux ne sont pas représentés dans les exécutifs régionaux. Ce vent de fronde paraît s'apaiser et la négociation a repris.Mais le patronat flamand juge la note budgétaire de Di Rupo « *imbuvable* » et les syndicats, pour une raison inverse, pensent la même chose. « *La politique ne se fait pas à la corbeille.* »
On connaît la formule, mais en coulisses la Belgique plus que jamais est sous surveillance... ❑

Charles-Henri Brignac

SOCIÉTÉ

Les avorteurs n'aiment pas les filles

Quand une once de bon sens se manifeste dans la nébuleuse européiste cela ne fait pas la Une des journaux.

Et pourtant il s'agit cette fois bel et bien « *d'un mini-séisme dans le monde des pro-avortement* » puisque que l'Assemblée parlementaire de Conseil de l'Europe (APCE) vient d'admettre que l'avortement a des répercussions sur la société. Cette nouvelle que rapporte le site de *Liberté politique* (*via Le Salon beige*) nous apprend qu'une résolution et qu'une recommandation ont été adoptées par l'APCE sur la base d'un projet établi par Mme Stump, socialiste suisse, donc plutôt favorable à l'avortement. « *Avec ce texte, l'APCE se penche pour la première fois sur certains effets secondaires de la légalisation de l'avortement* » et établit clairement qu'il ne peut pas être autorisé sans limites. Car un problème apparaît : « *celui de la sélection prénatale en fonction du sexe qui est devenue une pratique courante dans plusieurs pays et notamment en Europe. Une pratique qui se fait au détriment des filles. Il y avait eu la mise en garde des médecins suédois, mais on sait également que ces pratiques ont cours en Albanie, en Arménie, en Azerbaïdjan, en Géorgie ainsi qu'en Chine, en Inde et en Corée.* »

Sélection prénatale des enfants

« *Dans de nombreux pays du monde où l'avortement a été légalisé (dont la France), ce droit à l'avortement est utilisé à mauvais escient, en conjonction avec l'identification prénatale du sexe, pour réduire les possibilités de naissances féminines.* » Ce qui a pour effet de relativiser beaucoup à nos yeux le fait que la population mondiale comporte depuis peu 7 milliards d'hommes qui fait déjà exulter certains, car s'il y a de moins en moins de filles, comment ce monde se reproduira-t-il ? Quand l'homme intervient en apprenti sorcier dans les rythmes naturels, il ne sait que les déséquilibrer. La Création est bien faite : « *homme et femme Il les créa* » et, depuis la nuit des temps, il y eut suffisamment de gens des deux sexes pour assurer le prolongement des générations. Refaire le monde selon soi a toujours été le rêve des démocrates, ils ne peuvent que semer que la mort. Maurras l'a toujours dit. On ne peut laisser l'enfant devenir un objet de luxe sélectionné selon les caprices des parents, sans risquer l'extinction de la race humaine. Conclusion : l'avortement, malgré Mme Veil, ne saurait être un "droit" , « *les politiques*, dit l'APCE, *ont l'obligation d'encadrer strictement cette pratique* » Voilà qui est clair. ■

MIchel Fromentoux

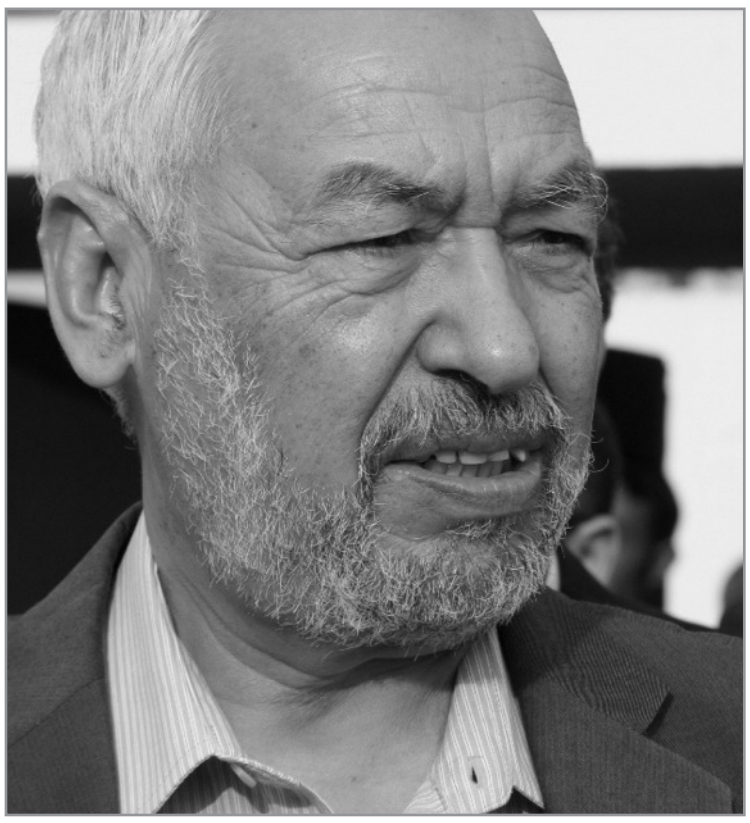
Une fois n'est pas coutume, le Conseil de l'Europe rompt quelque peu avec la "culture de mort".

❑ TUNISIE & LIBYE

L'islamocratie en marche

Quoique l'issue du "Printemps arabe" demeure incertaine, le basculement vers l'islamisme menace la Libye et la Tunisie. Cela à la faveur d'une "démocratisation" applaudie naïvement par les opinions occidentales.

Nullité confondante d'un ministre des Affaires (qui lui sont totalement) étrangères, le techno Alain Juppé, qui s'est réjoui de ce que la mort du satrape libyen allait enfin ouvrir la voie à la démocratisation du pays. Effroi des bonnes consciences devant la victoire de l'Ennahda, parti islamiste tunisien dirigé par le désormais ex-opposant Rachid Ghannouchi. Quoi qu'il en soit, la radicalité islamique se réveille au Maghreb comme au Machrek.



Rached Ghannouchi
chef d'Ennahda

L'après-Kadhafi

On ne pleurera pas sur la disparition du dictateur Kadhafi. Toutefois, il convient de reconnaître que sa mort, outrancièrement médiatisée, au prix d'une indécence que l'on n'avait pas vue depuis l'exécution par pendaison de Saddam Hussein, a été causée en violation totale du droit international, et plus particulièrement de la convention de la Haye du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre (laquelle pose le principe selon lequel les captifs doivent être traités avec humanité, et notamment protégés contre les actes de violence, les représailles, les insultes et la curiosité publique). Les mêmes qui proclament en Occident leur attachement indéfectible aux droits de l'homme administrent cyniquement la preuve que ceux-ci sont d'abord un instrument de domination idéologique.

Mais ce faux universalisme, qui caricature le christianisme, est puissamment contesté en Europe, par un islam décomplexé (nonobstant son hétérogénéité par ailleurs) qui, tout en actionnant les leviers de la culpabilisation de l'homme blanc et de la haine de soi, condamne progressivement les Européens à se "dhimmiser". Rien d'étonnant à ce que, de l'autre côté de la Méditerranée, on ait parfaitement appréhendé la faiblesse d'un Occident (au sens spenglerien du terme), qui plus est en déclin démographique, pour qui la démocratie constitue l'unique horizon vide autant qu'indépassable.

Par bêtise, inculture et dogmatisme, les Européens et la France en particulier ont méconnu le rapport de force tribal qui se jouait entre la Tripolitaine et la Cyrénaïque, tandis que Washington, via l'OTAN (auquel la France s'est de nouveau inféodée en 2009) a toujours cherché à tirer profit des ressources gazières et pétrolifères du pays. Si la *charia* est instituée en Libye, c'est bien grâce à cette Islamérique qui a toujours su exploiter l'ambiguïté de ses rapports troubles avec l'islam radical, de l'Irak à l'Afghanistan, en passant par la Bosnie.

Il reste que la Libye, hier tenue sous la férule d'un Kadhafi qui avait su sauvegarder l'équilibre politique des tribus des trois provinces, va maintenant sombrer dans une guerre civile qui la fera ressembler au Sud-Soudan.

Culture exclusive

La victoire, par les urnes, des islamistes, longtemps tenus à l'écart par l'ancien président Ben Ali, au besoin (et souvent) par la force, signe la fermeture d'une parenthèse ouverte par le père de la Tunisie moderne, Habib Bourguiba. À l'instar de Kemal Atatürk, le "Combattant suprême" ou "Zaïm" avait compris que l'islam étant bien plus qu'une simple religion ; il convenait d'en purger les scories qui auraient fait obstacle à une réelle laïcisation du pays. Décédé le 6 avril 2000, le *leader* nationaliste charismatique, Bourguiba sut imposer sa vision séculière d'une Tunisie développée et indépendante. Inventeurs d'une sorte de troisième voie, entre démocratie savamment dosée et endiguement de l'islamisme, Bourguiba et Ben Ali, son successeur et continuateur, ont tenté d'enraciner un despotisme oriental qui a propulsé leur pays au rang des puissances africaines de premier plan. Le Code de statut personnel adopté le 13 août 1957, très favorable aux femmes tunisiennes (interdiction de la polygamie et de la répudiation, droit de vote et d'éligibilité) ou le fait, en mars 1964, en plein ramadan, de boire ostensiblement et publiquement un verre de jus d'orange, sont autant de gestes qui reléguaient le Coran hors de la sphère publique. Aujourd'hui, *exeunt* les deux dictateurs, tandis que l'Ennahda (qui fait penser à l'AKP turc) s'empare des rênes du pouvoir, avec, pour donner le ton, ces propos de Ghannouchi : « *Nous sommes arabes et notre langue, c'est la langue arabe. On est devenu franco-arabe, c'est de la pollution linguistique.* » Comme la Turquie qui veut renouer avec la grandeur de la civilisation ottomane, la Tunisie semble vouloir emprunter démocratiquement la voie d'un islamo-nationalisme arabe. Il n'est pas certain que la destination préférée des bobos français le reste longtemps. ■

Aristide Leucate
aleucate@yahoo.fr

AFRIQUE

Fourvoiement en Libye

La mort de Kadhafi semble ouvrir la voie au règne de la charia.

APRÈS LA MISE À MORT atroce du dictateur sanguinaire et loufoque Kadhafi, qui a de quoi révolter même les bonnes âmes à l'indignation sélective, le président du Conseil national de transition (CNT) libyen n'a pas tardé à proclamer la charia, la légalisation de la polygamie, le droit pour les hommes de répudier leurs femmes...

Tout ça pour ça ?

Plus de huit mois d'une guerre dévastatrice, des villes entières détruites par les combats terrestres et les bombardements de l'OTAN, cinquante mille morts et des centaines de milliers de personnes déplacées, un pays livré à l'anarchie, et pour la France, au moins 300 millions d'euros dépensés en ce temps de crise, avec pour le résultat final l'instauration de l'islamisme radical et la proclamation du règne de la charia !

Le soutien à cette opération qui s'annonçait désastreuse n'a-t-il pas été excessif, hâtif, presque irréfléchi ? MM. Bernard-Henri Lévy – qui a disparu des écrans – Juppé et Sarkozy se seraient-ils fourvoyés ? Avec les stocks d'armes pillés par les tribus et vendus aux terroristes et brigands de toutes sortes, un "pouvoir" qui n'est obéi par personne et l'anarchie tribale qui se met en place, la Libye ne sera-t-elle pas sous peu une base de terrorisme islamiste à la porte de l'Europe ?

On espérait deux cent milliards de dollars de commandes pour la reconstruction du pays. Mais il n'y aura de reconstruction que s'il y a un pouvoir central. Nous en sommes loin. On espérait des contrats pétroliers. Il faudra attendre au moins trois ans pour que la production revienne au niveau d'avant-guerre. Tout cela ne présage rien de rassurant.

L'OTAN vient de décider d'arrêter son intervention au 1er novembre. Souhaitons que l'on arrêtera les frais, car ce qui se dessine en Libye sera pire que la situation actuelle en Afghanistan et en Irak dont peu de monde parle. Ne vous étonnez donc pas si les embarcations de fortune amenant des milliers de Libyens affluent demain vers l'Italie. Il sera moralement difficile de ne pas les accueillir, de même que les Tunisiens fuyant l'islamisme rigoriste que le "Printemps arabe" tant loué et admiré par les bien-pensants va installer là-bas. ❑ **P.N.**

» UNE ARME BELGE

CONFIDENCE recueillie lors de la manifestation de Seraing auprès d'un responsable syndical de la Fabrique nationale d'armes de guerre de Herstal : « C'est sans doute un fusil sorti de nos ateliers qui a tué Khadafi.» En 2009 malgré beaucoup de remous et de contestations Rudy Demotte, le ministre-président (socialiste) de la région wallonne, avait donné le feu vert pour accepter une commande de fusils d'assaut livrés à la 30e brigade de l'armée libyenne dirigée par un fils de Khadafi. Quant au pistolet damasquiné d'or qui a été montré à la télévision, il fait partie d'un lot de trente armes de même nature commandées par Khadafi pour en faire cadeau à des hôtes de marque. ❑ **Ch.-H.B.**

Le jansénisme

De Jansénius à la mort de Louis XIV

Par Aimé Richardt - Préface de Mgr Guillaume

APRÈS le débat sur la grâce et le libre-arbitre à l'origine des sanglantes guerres de religion du XVIe siècle, le mouvement janséniste, à la fin du XVIIe siècle, ouvrit à nouveau la querelle ébranlant, de manière plus "feutrée", le monde des théologiens. Il révélera aussi de profonds conflits de pouvoir religieux et politiques qui s'avéreront décisifs. La crise révolutionnaire est en effet déjà en germe : certains jansénistes ne se révaient-ils pas "républicains" sous Louis XIV ?

« *Aimé Richardt a le talent d'exposer clairement des choses complexes. Il campe aussi le portrait de personnalités exceptionnelles. Cela donne un livre riche par son érudition et la finesse de ses évocations.* » (M. Fromentoux, *L'Action Française 2000*, du 20 octobre 2011)

✓ Éditions François-Xavier de Guibert,16 juin 2011, 277 pages, 25 euros. Disponible à nos bureaux.

❑ TUNISIE

La nuit islamiste

Convoquées en vue de désigner une assemblée constituante, les élections en Tunisie se sont soldées par la victoire du parti El Nahda. Aussi le "printemps" tunisien pourrait-il déboucher sur un hiver plongé dans la nuit islamiste.

Affiches électorales dans une rue de Sousse

Le scrutin du 23 octobre pour l'élection d'une assemblée constituante en Tunisie pourrait paraître un succès, un pas vers la normalisation de la situation politique et la mise en place d'un État de droit conciliant le progrès économique et le respect des libertés fondamentales.

Participation

Mais les résultats ne sont pas ceux qu'on a déclarés. Le taux de participation a été de 48,96 % et non de 70 ou 90 % comme on l'avait claironné. Les cas de fraude sont très nombreux. Plus de cent trente dossiers ont déjà été déposés auprès de l'instance suprême de contrôle. Presque tous concernent les islamistes d'El Nahda. Pour exemple, plusieurs chefs de village dans la Tunisie profonde ont reçu des dons substantiels pour un pèlerinage à La Mecque !

Les disponibilités financières anormales dont bénéficient le parti islamiste El Nahda – section tunisienne des Frères musulmans –, qui a profité des largesses venues des pétro-monarchies du golfe Persique, du Qatar surtout dit-on, l'"achat" de nombreux votes dans les régions rurales par ce même parti, *etc.*, devraient être signalés. Mais dans les grandes villes où les observateurs internationaux et les journalistes étrangers étaient présents, le scrutin s'est déroulé normalement

Les résultats du scrutin n'en sont pas moins très inquiétants. Les islamistes d'El Nahda obtiennent officiellement quatre-vingt-dix sièges sur deux cent quatorze et avec les formations satellisées, ils disposeront de la majorité absolue dans la future constituante. Au moment où nous écrivons, une petite formation, Pétition populaire, risque même de voir l'élection de ses dix-neuf députés annulée au motif qu'ils seraient « *populistes* » et partisans « *masqués* » de l'ancien régime. Étrange conception démocratique ! Rachid Ghamnouchi, chef historique d'El Nahda, qui avait passé quinze années en exil à Londres sous Ben Ali, peut pavoiser. Le futur gouvernement tunisien sera islamiste et présidé par un des siens.

Promesses rassurantes

Ceux qui ont "fait", ou croient avoir fait, la révolution tunisienne et provoqué, avec l'appui des États-Unis et des médias français, le départ du couple Ben Ali, s'inquiètent et le disent, sans être entendus par la "grande" presse française. Les déclarations officielles des futurs maîtres de la Tunisie sont rassurantes. Ils disent ce que les Occidentaux aimeraient entendre. Ils respecteront le pluralisme, ne toucheront pas aux droits des femmes, protégeront le territoire... À une virgule près, ce qu'on faisait dire à l'ayatollah Khomeyni lorsqu'il était couvé en France par MM. Carter et Giscard d'Estaing, avec les conséquences que l'on connaît.

La référence au modèle turc n'est pas tellement rassurante. D'abord, la Turquie n'est pas un pays arabe, elle a une longue tradition laïque, son parti islamiste, dit modéré, au pouvoir n'est pas d'inspiration Frères musulmans, et ensuite elle connaît déjà une islamisation rampante qui ne devrait pas nous laisser indifférents.

Il y a un fort risque que la Tunisie de demain soit islamiste, que la charia y soit proclamée "source de droit", que l'on se mette à restreindre les droits des femmes, des minorités, la liberté dont jouissaient les touristes. L'idéologie islamiste, prônant une lecture particulière et rétrograde de l'islam est une forfaiture, le "mal absolu" comme l'avait dit Jacques Chirac qui s'en est pourtant accommodé en pratique. La vigilance s'impose donc.

Un modèle de développement

Le "printemps" tunisien est en train de déboucher sur un hiver islamiste. Ce pays, modèle de développement harmonieux malgré les reproches bien réels que l'on pouvait faire à son ancien régime, risque de tomber sous la coupe des fanatiques plus ou moins masqués. Des dizaines de milliers d'immigrants la quittent pour l'Europe toute proche. Les bien-pensants détourneront le regard comme ils ont toujours fait. Nous souhaiterions nous tromper. Mais nous aurons au moins la satisfaction d'avoir prévu et prévenu. Maigre consolation. Le danger est à nos portes sinon dans nos murs. ■

Pascal Nari

DÉFENSE

La Marine nationale à bout de souffle

De l'aveu même de son chef d'état-major, la Marine présenterait un format « *juste suffisant pour répondre aux ambitions de défense et de sécurité de notre pays* ».

LE MERCREDI 12 octobre, un mois après sa prise de fonction, l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la Marine (CEMM), a été auditionné par la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale. Il a vanté les qualités « *d'une marine de premier rang, efficiente et réactive* », dont l'activité s'est particulièrement intensifiée ces derniers mois. Au point que la "consommation de potentiel" dépasserait aujourd'hui de 30 % l'allocation annuelle pour le porte-avions, les bâtiments de projection et de commandement (BPC) et les avions de patrouille maritime Atlantique 2.

Opération Harmattan

L'opération Harmattan, déclenchée en février dernier et menée au large de la Libye, a focalisé l'attention des députés. Selon l'amiral Rogel, « *par son caractère littoral et son intensité* » elle a nécessité « *un niveau d'engagement exceptionnel* ». Ce fut « *un exercice de vérité* » permettant de « *mesurer notre réactivité, mais aussi notre capacité à mener des opérations de haute intensité, exigeant un niveau de coopération interarmées, inter-composantes et interalliée, dont très peu de marines sont aujourd'hui capables* ». Cet engagement a mis en évidence, aux yeux du CEMM, « *la remarquable efficacité, la fiabilité et la polyvalence du Rafale marine, la justesse de nos choix pour le BPC qui ont conduit à privilégier la fonction "porte-hélicoptères d'assaut", la forte implication des frégates et des sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) dans l'action vers la terre et notre capacité de frappe dans la profondeur (missile SCALP, complété demain par le MDCN)* ».

Cela étant, la Marine n'est pas parvenue à répondre à toutes les sollicitations. Privilégiant des déploiements au Sahel puis en Libye, elle a compromis son action contre la piraterie au large de la Somalie. L'amiral Rogel a regretté également « *l'absence de SNA en Atlantique pendant quatre mois, la réduction de la présence en océan Indien à un seul bâtiment de surface à compter du mois de juin, le gel de la mission Corymbe dans le golfe de Guinée en juillet 2011 ainsi que l'annulation de deux missions sur quatre de lutte contre le narcotrafic en Méditerranée* ».

Quant à la disponibilité des forces, elle n'a pu être maintenue « *qu'au prix d'une tension extrême sur nos moyens de soutien. À titre d'exemple, à peine trois mois après le début des opérations, les taux de prélèvements de pièces sur les bâtiments avaient augmenté de 300 %.* » Le *Forbin* et le *Chevalier Paul*, les deux frégates de défense aérienne de type Horizon, ont dû échanger des composants majeurs : furent concernés les conduites de tir, le radar de veille aérienne et la propulsion.

Remise à niveau

Parmi les autres conséquences de l'engagement en Libye, l'amiral Rogel a pointé « *une petite baisse d'activité dans le domaine de la formation, notamment pour la lutte anti-sous-marine* » et le report de la transformation de la flottille 11F sur Rafale. Un peu plus de six mois seraient nécessaires à la Royale « *pour revenir à l'ensemble de ses qualifications opérationnelles* ».

Aussi le format de notre Marine apparaît-il « *juste suffisant pour répondre aux ambitions de défense et de sécurité de notre pays* ». Cela s'avère d'autant plus préoccupant que, selon l'amiral Rogel, « *la mondialisation se traduira par une "maritimisation" et qu'on verra se multiplier les flux maritimes importants* ». ❑ **G.D.**

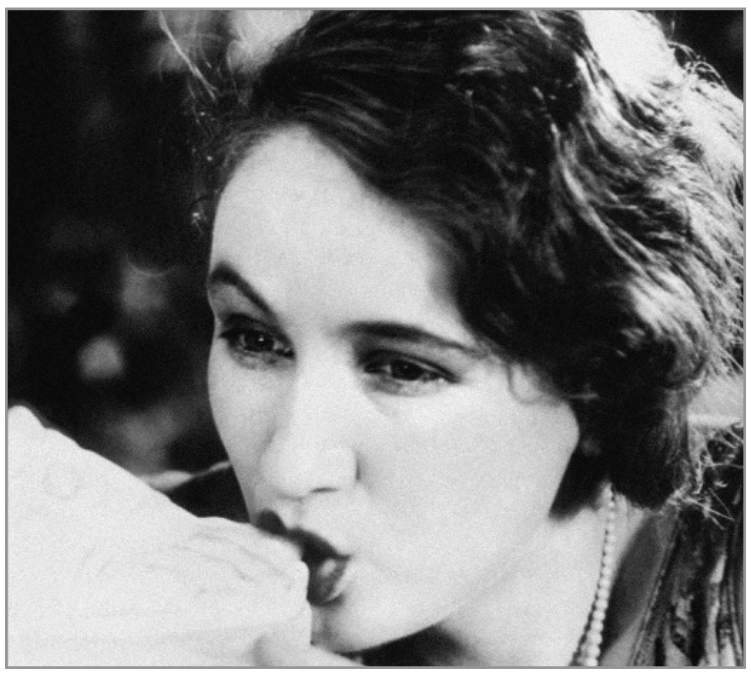
NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?

Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !

❑ LUIS BUNUEL

Réactionnaire malgré lui

Scénariste et ami de Luis Bunuel, Jean-Claude Carrière évoque la mémoire d'un cinéaste certes surréaliste, mais nostalgique des temps de noblesse et de grandeur de son pays.



Lya Lys dans *L'Âge d'or*

Une enfance catholique, surtout dans l'Espagne du début du XXe siècle, laisse des traces indélébiles. La salle obscure du cinéma venait tout juste de naître, prolongeant l'obscurité angoissante et mystérieuse des chapelles et des confessionnaux. L'enfant allait au cinéma pour voir des hommes embrasser des femmes et au confessionnal pour s'en accuser. Le monde profane répondait ainsi au monde sacré, et ces deux mondes étaient pour l'enfant aussi sacrés et surnaturels l'un que l'autre, car ils échappaient au monde du travail.

Tout s'est affadi

La télévision, c'est-à-dire le cinéma chez soi, le cinéma désacralisé, a tout aplati en rapprochant tout. On a filmé la rue, on est sorti du huis clos du studio, on est entré chez les gens, et tout s'est affadi. Le péché, le désir et la confession auriculaire ont disparu, avec le ciel, l'enfer, les anges et les démons.On a fermé les bordels et les cinémas permanents de notre enfance, les confessionnaux se sont vidés, et le monde continue d'avancer sur la voie du nivellement. Le marquis de Sade , ayant perdu sa charge explosive, est expliqué par les professeurs et vendu par les commerçants. Et tout s'est transformé en marchandise : l'homme et ses œuvres.

En frottant Marx contre Freud, comme on frotte deux pierres l'une contre l'autre, les surréalistes avaient cru pouvoir faire jaillir la lumière poétique d'un incendie qui embraserait tout l'univers. Leur tentative, louable en soi, n'a pas été couronnée de succès. Mais le succès en ce monde est comme on sait chose bourgeoise. C'étaient les élèves indisciplinés d'une société rangée qu'ils rêvaient de déranger, les fils dépensiers de pères travailleurs et économes. Dans une société sans pères économes, quel patrimoine les fils pourraient-ils bien dilapider ? Quelles idoles pourraient –ils déboulonner ? Dans une société dérangée et devenue elle-même surréaliste, car tout se démocratise et se vulgarise, même et surtout le désordre, dans une société acéphale, comment être encore un enfant indocile ? Dans une société sans père, le fils devra prendre la place du père, comme Lautréamont quand il couronna ses *Chants*, hymne au désordre et au chaos, par ses *Poésies*, retour à l'ordre. Mais sans loi, sans ce fil d'Ariane de la logique et de la transcendance, il lui sera impossible de retrouver les labyrinthes de Kafka.

Quand tout est permis

Dans une société répressive, le surréalisme a sa place subversive et clandestine. Dans une société permissive, il la perd et se dilue. Il meurt de son triomphe. Le désir ne pouvant naître que de sa censure et de son interdiction. Moins on a de droits et plus on est libre. La tolérance est la pire des répressions. Dans une société où tout est permis, on ne peut faire que ce qui est permis et qui l'est violemment, car ce qui est permis, c'est la société de consommation qui le produit. Et si la société est tolérante, c'est pour écouler ses marchandises dont la première est le sexe.

Si Luis Bunuel, qui de tous les cinéastes de sa génération fut le plus surréaliste et probablement le seul, a fait d'aussi bons films, c'est parce qu'il avait conservé la nostalgie des temps de noblesse et de grandeur de son pays. Aussi s'est– il bien souvent plu dans ses films à ressusciter la figure du barbon chère aux auteurs de comédies et de romans picaresques du XVIIIe siècle. Le barbon des films de Bunuel vit dans une société dont les valeurs absolues et religieuses sont en train de s'effriter, et dont l'élite pensante se tourne vers les idées libérales et mercantiles. Le barbon bunuelien votera à gauche, au besoin même il s'opposera à Franco, cette étonnante figure du commandeur, et maintiendra fermement au foyer les valeurs domestiques traditionnelles et le droit de cuissage héritées de l'ancien régime. Cette contradiction ou dichotomie ne semble pas lui poser de problèmes. La névrose, symbole et symptôme de crise et prise de conscience qui précède l'éveil démocratique, ne semble pas vouloir éclore en lui. Il reste sereinement et inaltérablement réactionnaire dans sa vie sentimentale et amoureuse, et sera même prêt à épouser à l'église la pupille qu'il a déflorée. Cinquante ans plus tard, dans un contexte infiniment vulgarisé, on appellera machisme cette résistance obstinée au progrès.

Enfance espagnole

Jean-Claude Carrière, qui fut le scénariste et l'ami de Bunuel, nous parle dans son livre de souvenirs du cinéaste comme d'un fantôme qui jouerait avec son cercueil, tantôt dedans, tantôt dehors. Son livre est pour l'essentiel un recueil d'anecdotes et de conversations. On y entend Bunuel au soir de sa vie qui se remémore son enfance espagnole devant les tombes du cimetière du Montparnasse, près duquel il vécut ses dernières années. L'Espagnol a toujours été hanté par la mort et au cimetière il se trouve comme chez lui. Dieu et la mort sont ses obsessions majeures. La femme avec toutes ses ruses ne vient qu'en troisième position. Bunuel est un Espagnol à Paris, dans un monde qui a cessé de faire une religion de la mort. (De là son nihilisme : celui du monde, pas celui de Bunuel.) Parfois l'anecdote vire à la farce, et l'on retrouve l'auteur de *L'Age d'or* et du *Chien andalou*, comme quand il reçoit des amis à déjeuner couché dans un cercueil.

Mais dans ses films, ne voit-on pas des moutons entrer dans les salons de thé du 16e arrondissement et des terroristes suspendre l'exécution de leurs plans pour discuter de saint Thomas d'Aquin avec des maîtres d'hôtel, ci-devant évêques reconvertis dans la restauration ? Car au fond il n'y a rien de plus évangélique que le cinéma de Bunuel si ce n'est celui de Pasolini. ■

Gérard Joulié

✓ Jean-Claude Carrière, *Le Réveil de Bunuel*, Odile Jacob, 288 p., 21,90 euros.

CINÉMA

Les films de novembre

❑ **Les Aventures de Tintin - Le Secret de la licorne** (en salles) - Quand un amoureux et fin connaisseur des aventures de Tintin comme Steven Spielberg décide, longtemps après un accord de principe d'Hergé dont la mort brutale arrêta le projet, de mettre les moyens pour porter à l'écran Tintin sous forme d'animation, on peut s'attendre à une réussite et l'on n'est pas déçu. On retrouve l'originalité du dessin d'Hergé et la réalité et l'émotion nous sont données par le biais de performances d'acteurs grâce aux technologies de pointe. On sourit, on vibre, on participe à ces enquêtes périlleuses, mouvementées et exotiques d'un extraordinaire Tintin qui a l'air d'être sorti de sa planche. Il en est de même pour le capitaine Haddock, la Castafiore, les Dupondt et l'incontournable Milou qui, n'ayant pas de bulle pour s'exprimer, est tout en mimiques et en gestuelle. On ne pouvait espérer de meilleur réalisateur pour ces aventures où convergent le film noir, le suspense et même le *thriller* à effets spéciaux.

❑ **Intouchables** (en salles) - Ce film, écrit et réalisé par le tandem Éric Toledano-Olivier Nakache, tranche sur la médiocrité des films français de cette rentrée. Le scénario en est simple : un homme richissime mais paraplégique (François Cluzet), plutôt acariâtre, désabusé, pessimiste – on peut le comprendre au vu de son état – est à la recherche d'une personne pour s'occuper de lui à plein temps. On lui envoie un noir de banlieue (Omar Sy), pas très clair, arsouille, voire délinquant et passablement fainéant. La rencontre amuse Cluzet qui l'engage et commence alors cette curieuse alchimie qui peut rassembler et même unir deux hommes si différents. Maladroit, agité, comique dans son attitude et son langage, Omar Sy nous offre une prestation hilarante et tendre de haut niveau et François Cluzet sobre dans son cheminement vers l'amitié, la complicité et l'espoir, lui donne une réplique à la hauteur. Une belle surprise qui devrait trouver un large public.

❑ **Noces éphémères** (sortie le 9 novembre) - Premier long métrage de l'iranien Reza Serkanian qui, après des études de cinéma à Téhéran, réalisa des cours métrages dans son pays puis, en exil, aux Pays-Bas et en France. Le film raconte, au travers d'une relation amoureuse et d'une famille iranienne, comment on peut vivre ses aspirations dans une société de contraintes sociales et religieuses. C'est une belle réalisation tant sur le fond que sur la forme et l'on sait gré au cinéaste de nous rendre avec légèreté, pudeur et humour cette "gravité absurde", ces pressions sociales morales et politiques qui enserrent un peuple de grande civilisation dans ses filets. Du vrai cinéma de fiction traitant de sujets éternels - l'amour, la religion, la liberté - mais d'une actualité brûlante dans un Iran soumis à la dictature des mollahs.

❑ **Sorties en DVD** - Chez Mémento le 8 novembre : *Séparation*, le grand succès du cinéma iranien. Chez Arte les 8 et 9 novembre : *Alexandre Le Grand* (collection Histoire) et *Gertrude Stein* (collection Artistes).

Frédéric Pic

LIVRE

Une biographie d'Hergé

LE RETOUR DE TINTIN au cinéma n'a pas manqué d'alimenter l'actualité éditoriale. Francis Bergeron se distingue par la publication d'une biographie iconoclaste de Georges Rémi, dit Hergé. S'inscrivant dans la collection "Qui-suis-je ?", son livre ne sied guère aux canons du politiquement correct. De fait, l'auteur cite volontiers *Minute* ou *Rivarol*, et revendique une relative sympathie pour Léon Degrelle, tandis qu'il évoque l'amitié qui l'unissait à Hergé.

Bien qu'il fût parmi les premiers à lever le voile sur l'imposture soviétique, celui-ci ne saurait être classé parmi les auteurs engagés. Toutefois, s'il fallait absolument attribuer une filiation idéologique au reporter du *Petit Vingtième*, ce ne serait par vers le rexisme qu'il conviendrait se tourner selon Francis Bergeron, mais « *plutôt du côté des pendants belges de l'Action française ou encore de la Fédération nationale catholique du général de Castelnau* ».

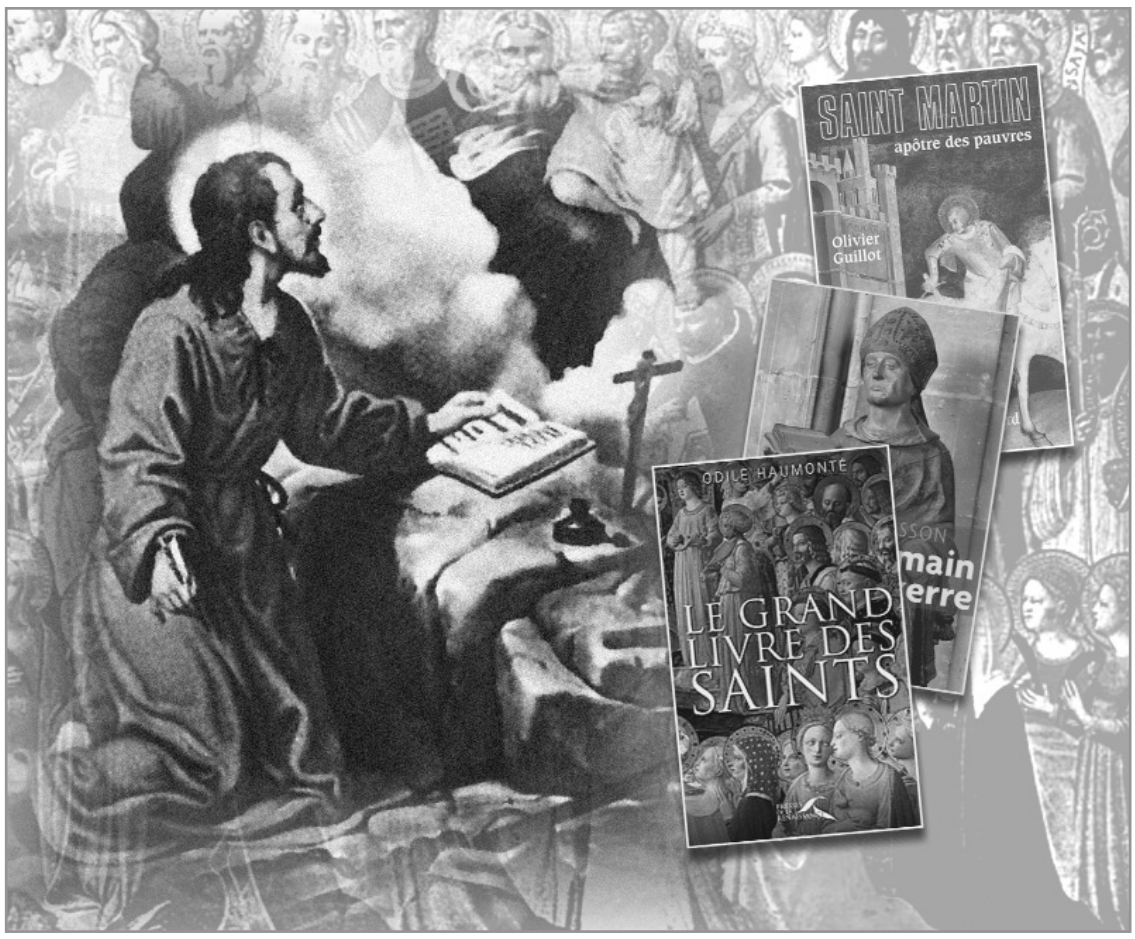
Un chapitre est précisément intitulé « *Hetrgé et le roi* ». En exergue, on découvre comment Sébastien Lapaque définissait « *l'idéal politique de Tintin* ». Un peu plus loin, c'est *L'Action Française 2000* qui est citée, pour s'être amusée, dans son numéro du 15 mai 2003, à relever quelques inspirations prêtées à Hergé : porté sur la bouteille, maniant volontiers l'invective, le capitaine Haddock rappelle effectivement Léon Daudet ; quant au professeur Tournesol, avec sa barbiche et sa surdité, n'est-il pas le parent de Charles Maurras ? ❑ **G.D.**

✓ Francis Bergeron, *Georges Rémi dit Hergé*, Pardès, collection "Qui-suis-je ?", 128 pages,12 euros.

❑ RELIGION

Livres : saintetés variées

L'hagiographie à visées édifiantes est un genre qui se perd ; s'y est substituée une approche strictement historique qui tombe parfois dans l'excès contraire en oubliant la spécificité de la sainteté.



A partir des années 1950, des historiens spécialistes du "fait religieux", parfois catholiques, ont passé au crible les récits anciens afin d'en proposer des relectures prétendument critiques qui, au final, ne laissaient rien subsister et jetaient un doute ravageant sur la foi et ses témoins. Saint Martin fut, en France, l'une des victimes du phénomène puisque l'historiographie, mettant en cause l'honnêteté de son biographe, Sulpice Sévère, accusait ce dernier d'avoir occulté vingt années du service militaire de l'évêque de Tours, réduit à cinq pour ne pas choquer l'opinion. C'était accuser Sulpice de mensonge, et Martin, encore vivant lors de la publication, de complicité, altérant en profondeur l'image laissée de lui à la postérité.

Saint Martin en débat

Le principal mérite du *Saint Martin, apôtre des pauvres* d'Olivier Guillot est de réfuter, de façon circonstanciée, cette allégation aberrante, mais, au lieu de s'en tenir à l'explication classique et convaincante avancée dès le XVIIe siècle par Le Nain de Tillemont, historien d'un immense sérieux, qui respectait à la fois la date traditionnelle de la naissance de Martin, en 316, celle de son décès, en 396, et comblait le vide laissé entre son départ de l'armée, à vingt ans, et son arrivée à Poitiers, le professeur Guillot préfère faire naître Martin en 336 et lui attribuer la soixantaine lors de son décès : choix peu satisfaisant. La dispute, au demeurant, ne saurait intéresser qu'une poignée de spécialistes du Bas-Empire. C'est là le vrai défaut de l'ouvrage. Le lecteur en quête d'une vie de saint Martin ne la trouvera pas ici, mais, à la place une étude docte et argumentée des sources disponibles, ces textes de Sulpice Sévère dont les contradictions internes peuvent être interprétées comme des facteurs de crédibilité supplémentaires. C'est intéressant, passionnant même pour qui connaît l'époque, et Martin. Les autres, qui cherchent moins ambitieux, n'en feront pas leur miel. Mais il est vrai que la biographie universitaire ne s'adresse jamais, par principe, au grand public...

Dans l'immense héritage que Martin laisse à la Gaule et à l'Église, figure la réforme de l'épiscopat qu'il a imposée à ses suffragants et qui fera école, interdisant de confondre l'évêque avec un haut fonctionnaire impérial, tentation de carrière, de fortune, de confort et d'honneurs commune. Cela ne signifie pas, dans le contexte agité du temps, qui s'aggrava à l'aube du Ve siècle avec les Invasions, que l'évêque ne soit pas un pur produit de la romanité, ni même un haut dignitaire ayant troqué le service de César contre celui de Dieu. L'exemple le plus marquant est celui d'Ambroise de Milan. En Gaule, Germain d'Auxerre a connu, un demi-siècle après, un parcours semblable.

Un député biographe

Riche propriétaire terrien auxerrois, avocat à Rome puis à Arles, il devient gouverneur de la Lyonnaise IVe vers 408, fonction qu'il abandonne en 418 pour être sacré évêque. Jusqu'à sa mort, en 448 à Ravenne, où il était allé rendre compte à Valentinien III de ses missions politiques, militaires et religieuses en Grande-Bretagne, Germain conjugua avec talent, foi et dévouement ces rôles de pasteur et d'administrateur dans un pays abandonné aux Barbares et menacé d'anéantissement. Pourfendeur du pélagianisme, qui nie le rôle du péché originel et prétend que l'homme peut se sauver sans la Grâce, il fut aussi, c'est l'un de ses titres de gloire, le protecteur de sainte Geneviève dont il avait découvert la vocation précoce. Il manquait de lui une biographie. Député d'Auxerre, Jean-Pierre Soisson s'est essayé à l'écrire et il convient de l'en remercier car il comble un vide. Cependant, on ne s'improvise pas spécialiste d'une époque aussi complexe que ces dernières heures de l'empire d'Occident et, bon connaisseur de la Bourgogne ducale, M. Soisson est moins à son aise en reculant d'un millénaire. Cela explique quelques à peu près agaçants. Quant au parallélisme entre l'immigration actuelle et les Invasions, s'il est en effet parlant, il ne saurait servir, hélas, à en tirer des conclusions optimistes pour l'avenir : il manque, précisément, à la France actuelle, des évêques de la trempe de saint Germain.

Fernando de Buloes, en religion frère Antoine, est l'une des lumières de l'ordre franciscain, qu'il rejoignit dans l'intention d'aller convertir les musulmans d'Afrique du Nord, ou d'y subir le martyre. Une maladie le ramena en Europe où, l'ayant entendu prêcher, saint François d'Assise lui donna mission de se vouer par la parole à la conversion des pécheurs. Au terme d'un épuisant apostolat à travers la France et l'Italie, Antoine rendit l'âme à Padoue à l'âge de trente-six ans. Cela, personne ou presque ne le sait parmi ses innombrables dévots qui l'invoquent afin de retrouver un objet perdu. En publiant sa *Neuvaine à Saint Antoine de Padoue pour la protection des distraits et des affligés*, accompagnée de commentaires historiques et spirituels, Bernard-Marie, du tiers ordre franciscain, veut inciter les fidèles à dépasser ce stade de ferveur un peu superstitieuse et à mieux comprendre les charismes d'un petit moine thaumaturge invoqué aussi par les endettés, les marins en péril, les pauvres et les grands malades.

1521 : Henri d'Albret assiège Pampelune, dans l'espoir de reconquérir la Navarre. La ville se rendrait sans un officier de trente ans, Iñigo de Loyola, qui pousse à la résistance. Un boulet de canon lui fracasse la jambe, la garnison capitule. Les Français rendent à l'adversaire valeureux tous les honneurs, et, l'ayant soigné, le renvoient dans son château. La longue convalescence qui attend ce seigneur mondain et ambitieux bouleversera sa vie, et, d'une certaine façon, la face du monde. N'ayant, pour meubler son ennui, que des vies de saints, Loyola médite sur ce qu'il a fait de la sienne, et sa vision matérialiste de l'existence. Guéri, il n'a plus qu'une ambition : renoncer au monde, expier ses péchés, s'établir en Terre sainte, tel un humble pèlerin. Ayant changé son prénom basque pour celui d'Ignace, Loyola tente de se conformer à ce plan, et découvre que le Ciel a sur lui d'autres vues. Il apprendra à les suivre.

Récit du pèlerin

En 1550, inquiets de sa mauvaise santé, les jésuites romains lui demandent de bien vouloir écrire ou dicter l'histoire de sa vie. Ignace se fait tirer l'oreille avant de concéder quelques confidences, de sa conversion aux débuts de l'ordre. Sans doute a-t-il aussi évoqué sa jeunesse dissipée, mais elle a disparu de la version parvenue jusqu'à nous. Des velléités premières d'Ignace, ne demeure que le titre, *Récit du pèlerin*, appellation sous laquelle il se cache. Ce bref récit, clair, élégant, profond, est une approche indispensable à la compréhension de sa spiritualité et de son œuvre.

Le père Stefan Kiechle, son plus récent biographe, s'en est beaucoup servi pour donner un *Ignace de Loyola* d'une singularité intéressante. Si la première partie est bien une vie du fondateur, résumée à grands traits et commentée, ce sont surtout les chapitres consacrés à la spiritualité ignacienne, aux exercices, aux constitutions, au discernement des esprits, qui retiennent l'attention car y apparaît avec évidence l'apport particulier de la mystique jésuite, de sa psychologie, de sa vision de l'éducation et de l'homme au monde moderne. Et l'on s'étonne que tant de nouveautés et de traits de génie aient surgi de la rencontre d'un genou et d'un boulet de canon...

Nouveaux venus

Au vrai, tous les destins de saints pourraient présenter pareilles interventions de la Providence aux incalculables conséquences. C'est en cela qu'il importe de les lire et de s'en imprégner puisqu'ils doivent être des modèles offerts aux chrétiens. Tel est le but du *Grand Livre des saints* d'Odile Haumonté à qui l'on doit de nombreux romans pour enfants et adolescents dont certains sont de petits chefs d'œuvre. Cette faculté d'écrire pour la jeunesse est gage de simplicité et d'accessibilité.

Voici donc un saint pour chaque jour, du 1er janvier au 31 décembre, suivant le martyrologe. Une fête mariale, une célébration comme la Toussaint ou le jour des Morts peuvent s'y substituer. Une courte notice biographique appuyée sur des passages des écritures précède une intention de prière commentée. Ces textes doivent pouvoir être lus, compris, médités en famille. L'originalité du livre tient au choix de saints récents, peu connus, quelquefois bouleversants, souvent victimes des violences anti-chrétiennes du siècle écoulé, de maronites, voire d'orthodoxes, comme Seraphim de Sarov. Il est utile, au vu du grand nombre de canonisations voulues par Jean-Paul II, de s'y référer. Faut-il pour autant, préférer toujours ces derniers venus à des figures plus classiques ? Ainsi, sans diminuer, à l'heure de l'avortement érigé en droit des femmes, l'exemplarité du docteur Jeanne Beretta Molla, qui refusa de se soigner d'un cancer car le traitement aurait condamné l'enfant qu'elle attendait, est-il sage de la préférer, le 28 avril, à saint Louis-Marie Grignion de Montfort ? Querelle des anciens et des modernes non dénuée de sens... ■

Anne Bernet

✓ Olivier Guillot, *Saint Martin, apôtre des pauvres*, Fayard. 550 p., 26 € ; Jean-Pierre Soisson, *Saint Germain d'Auxerre*, Le Rocher Desclée de Brouwer, 225 p., 21 € ; Bernard-Marie, *Neuvaine à saint Antoine de Padoue pour la protection des distraits et des affligés*, Salvator, 40 p., 3,50 € ; Ignace de Loyola, *Récit du pèlerin*, Salvator. 140 p., 9,50 € ; P. Stefan Kiechle, *Ignace de Loyola*, Salvator. 215 p., 19 € ; Odile Haumonté, *Le Grand Livre des saints*, Presses de la Renaissance, 420 p. 21 €.

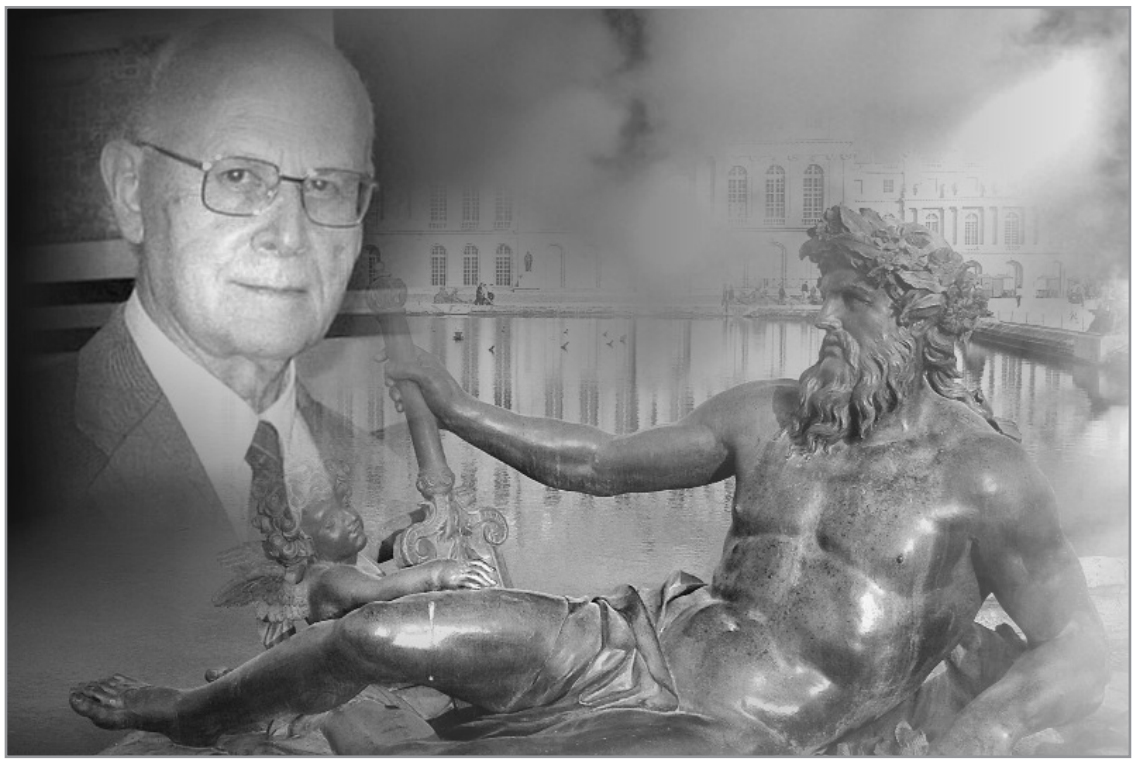
❑ DOMINIQUE VENNER

« L'Europe en dormition »

Historien, directeur de *La Nouvelle Revue d'Histoire*, Dominique Venner publie un recueil d'entretiens, Le Choc de l'Histoire, dans lequel il fait le point sur son itinéraire et sa pensée, brossant notamment le tableau d'une Europe rongée par une crise morale.

❑ ***L'Action Française 2000* – Vous vous définissez comme un « *historien méditatif* ». Qu'entendez-vous par cette formule ?**

❑ **Dominique Venner** – Ce qui m'étonne toujours, c'est à quel point on s'étonne peu. Surtout en matière historique. Et pourtant l'étonnement est la condition première de la pensée. Dans l'interprétation conventionnelle de l'Histoire, on décrit la succession des événements comme nécessaire ou évidente. Mais c'est faux. Il n'y a jamais rien de nécessaire ni d'évident. Tout est toujours suspendu à l'imprévu. Ni Richelieu, ni Mazarin, par exemple, ni César ou Octave, ni l'empereur chinois Shi Huangdi, le grand fondateur, n'étaient nécessaires ou programmés par la Providence. Les uns et les autres auraient pu ne pas exister ou disparaître avant l'œuvre accomplie.



« Louis XIV était appelé le roi très chrétien. En dépit de quoi, il fit bâtir Versailles et son parc comme un hymne aux divinités du paganisme antique. »

Faits et imprévus

Devant les faits et les imprévus historiques, je me pose les questions que l'histoire paresseuse ne pose pas, je médite. Exemple : Louis XIV était appelé le roi très chrétien. En dépit de quoi, il fit bâtir Versailles et son parc comme un hymne aux divinités du paganisme antique. Surprenant, non ? Et source de réflexions nouvelles sur les représentations du roi et sur la religion de son temps, sans rapport avec une histoire pieuse inventée au XIXe siècle. Restons un instant sur le Grand Roi, témoin de la révolution anglaise et de l'exécution de Charles Ier en janvier 1649. Etonnante révolution ! Au siècle suivant, Edmund Burke a pu opposer la Glorious Revolution de 1688 à la Révolution française de 1789. Pourquoi en Angleterre une « *révolution conservatrice* » et pourquoi en France une révolution destructrice ? Bonne question et cent réponses. Voilà de quoi méditer. Comme, par surcroît, je suis né dans une époque inquiétante pour un Français et un Européen, une époque qui a vu l'effondrement de notre ancienne puissance et la ruine de certitudes réputées éternelles, je médite en étudiant l'Histoire hors de toute convention. À l'exemple d'Ulysse, je crois que la pensée est un préalable à l'action. Je crois même qu'elle est action.

❑ **L'Europe est aujourd'hui « *en dormition* », écrivez-vous joliment. Pour quelles raisons ?**

❑ Quand je pense "Europe", je ne pense pas à des structures politiques ou technocratiques, je pense à notre civilisation multimillénaire, à notre identité, une certaine façon "européenne" de penser, de sentir et de vivre qui traverse le temps. Oui, l'Europe est entrée en "dormition" historique. Quand ? Dans la seconde moitié du XXe siècle, après les catastrophes que furent pour elle les deux guerres qui ont commencé en 1914 et se sont terminées en 1945. Quand s'ouvrit l'Exposition universelle de Paris, en 1900, l'Europe était le centre intellectuel et spirituel du monde. Elle dominait tout presque partout. Les États-Unis n'étaient encore qu'une puissance marginale.

Un grand retournement

Cinquante ans après, quel retournement ! Après Yalta, l'Europe exsangue était divisée entre les deux nouvelles puissances surgies du siècle de 1914, les États-Unis et l'URSS. Deux puissances messianiques qui voulaient imposer leur modèle : américanisme et communisme. J'ajoute que l'Europe n'a pas seulement perdu sa puissance et ses colonies, elle a plus encore perdu foi en elle-même, rongée par une crise morale et une culpabilisation dont il n'y a pas d'exemple. Elle est entrée en "dormition".

❑ **Vous vous montrez cependant optimiste quant à son réveil identitaire. Quelles sont donc, cette fois, les raisons d'espérer ?**

❑ Ces raisons tiennent d'abord au "choc de l'Histoire" que nous vivons sans le savoir. Ce "choc" annonce une rupture d'époque. Il a commencé avec l'implosion de l'URSS et du communisme en 1989. Simultanément, d'anciennes puissances et d'anciennes civilisations que l'on croyait mortes connaissaient une renaissance spectaculaire, la Chine, l'Inde, l'Islam (malgré ses divisions), l'Amérique du Sud, pour ne parler que de grandes entités. Au monde unipolaire voulu par la puissance du dollar, succède un monde multipolaire qui redonnera ses chances à l'Europe. Pourtant celle-ci est confrontée à un péril historique inédit et géant, l'immigration massive de populations portant en elles une autre civilisation. L'immigration de masse produit sur le sol européen un choc de civilisation qui pourrait être mortel. Mais, par un formidable imprévu historique, il pourrait aussi se révéler salvateur. De l'altérité représentée par les populations immigrées et leurs mœurs, leur traitement de la femme qui nous choque au plus profond, on voit naître une conscience nouvelle de l'identité que les Européens eurent rarement dans le passé. J'ajoute qu'en dépit de tous les périls, je crois aussi à la survie des qualités fondamentales d'énergie et d'innovation des Européens. Pour le moment, elles ne s'exercent pas en politique, c'est pourquoi on ne les voit pas.

❑ **En quoi les leçons de ces grands maîtres matinaux que furent Hésiode et Homère peuvent-elles être salutaires ?**

❑ Homère nous a légué à l'état pur les modèles d'une morphologie mentale spécifique, la nôtre, avant les corruptions d'influences contraires. Nous avons besoin de nous en imprégner pour renaître spirituellement, préalable aux autres formes de renaissance. Les conséquences du siècle de 1914 ont jeté les Français et les Européens dans un trouble immense. Rien n'y échappe. Ce trouble atteint aussi bien les Églises que les laïcs. C'est si vrai que l'on assiste à des tentatives de rapprochement apparemment stupéfiantes entre le sommet de l'Église et l'Islam immigré. Ces tentatives choquent à juste titre beaucoup de catholiques. Elles ne relèvent pas seulement du "devoir d'accueil" qu'invoque une pastorale de soumission, mais aussi d'une sorte de solidarité entre "croyants" monothéistes face à l'indifférence religieuse croissante de la société. C'est le sens explicite de rencontres comme celles d'Assise. Bref, quand le trouble est général, il faut en revenir au tout à fait pur, aux sources fondamentales de notre civilisation qui sont antérieures au christianisme, ainsi que l'a rappelé Benoît XVI à Ratisbonne. Il faut donc en revenir à Homère et aux fondements granitiques des poèmes fondateurs, la nature comme socle, l'excellence comme principe et la beauté comme horizon. C'est une vérité qu'avait fortement perçue Charles Maurras dès sa jeunesse.

❑ **Vous évoquez, non sans admiration, le « *caractère intraitable* » de Maurras. Le Martégal vous a-t-il influencé sur un plan intellectuel ?**

❑ Je n'ai jamais caché mon admiration pour le courage de Maurras face aux épreuves. Mais j'ai également été un lecteur attentif des ses écrits de jeunesse et un observateur de son évolution. J'ai lu encore récemment la correspondance entre Charles Maurras et l'abbé Penon (1883-1928), publiée chez Privat en 2008. Il s'agit d'un document de première main. On sait que l'abbé Penon, futur évêque de Moulins, avait été le précepteur puis le directeur de conscience du jeune Maurras. Il vit sa tâche compromise par l'évolution de son élève et l'autonomie inflexible de son esprit. L'abbé avait introduit le garçon à la connaissance des Lettres antiques, ce qui le détourna peu à peu du christianisme.

Maurras et l'Église

Le séjour du jeune Maurras à Athènes pour les premiers Jeux Olympiques de 1898 acheva cette évolution. Tout est résumé dans sa lettre du 28 juin 1896 que je peux vous citer : « *Je reviens d'Athènes plus éloigné, plus ennemi du christianisme qu'auparavant. Croyez-moi, c'est là-bas qu'on vécu les hommes parfaits.* » Après avoir évoqué Sophocle, Homère et Platon, le jeune Maurras conclut : « *Je reviens d'Athènes en polythéiste tout pur. Ce qui était à l'état vague et confus dans ma pensée s'est précisé avec éclat.* » Jusqu'à sa mort en 1928, l'abbé Penon tentera de faire revenir Maurras sur cette conversion. Il n'obtiendra que des concessions de pure forme mais aussi l'argument par lequel Maurras dira qu'à ses yeux l'Église catholique avait jadis corrigé par son principe d'ordre ce qu'il y avait de pernicieux dans le christianisme originel.

❑ **Vous êtes un adepte jüngerien du « *recours aux forêts* ». Y avez-vous trouvé la paix et-ou les moyens de préparer les guerres à venir ?**

❑ Avant de beaucoup écrire, Ernst Jünger avait commencé par vivre dans les tranchées de la Première Guerre mondiale certaines idées qu'il a émises par la suite. Jünger était authentifié par sa vie. Ce qui m'a fait prendre au sérieux ses écrits. J'ajoute que l'image du « *recours aux forêts* » éveille en moi un écho très fort. Je n'y vois pas une incitation à prendre le maquis, mais à découvrir la haute spiritualité portée par les arbres et la nature, ainsi que le disait Bernard de Clairvaux : « *Tu trouveras plus dans les forêts que dans les livres. Les arbres t'enseigneront des choses qu'aucun maître ne te dira.* » Preuve que vivait encore en lui la spiritualité de ses ancêtres francs et gaulois. C'est ce que j'appelle la tradition. Elle chemine en nous à notre insu. ■

Propos recueillis par Louis Montarnal

✓ D. Venner, *Le Choc de l'Histoire*, Via Romana, 179 pages, 20 euros.

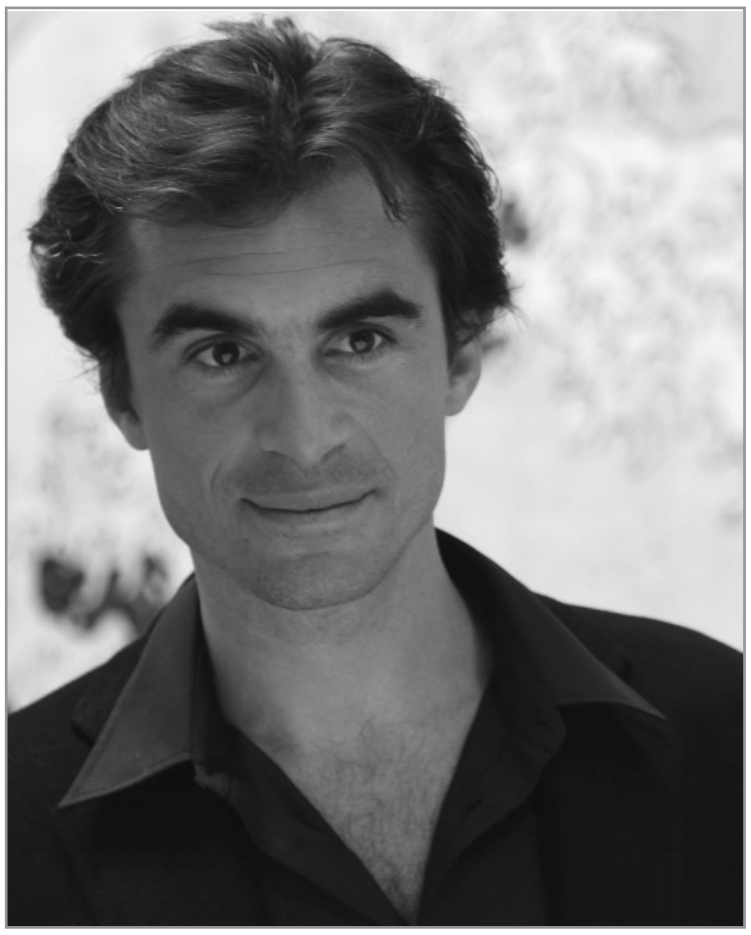
NB – Nul ne sera surpris si nous disons, en toute estime, notre désaccord sur les « *concessions de pure forme* » que Mgr Penon aurait obtenues de Maurras s'agissant de la religion. Aucune concession, au contraire, jusqu'à la conversion finale, ce n'était pas dans le tempérament de notre homme ! De fait, Maurras ne cessa d'évoluer de la jeunesse à la vieillesse sur la question religieuse : on ne saurait ni ignorer ses provocations d'adolescent ni l'y enfermer.

❑ RAPHAËL ENTHOVEN

Un philosophe de service

Au risque de rejoindre un camp qu'il avait jadis pourfendu, le philosophe Raphaël Enthoven multiplie les apparitions à la télévision. Il s'attaque notamment à la "démondialisation".

Raphaël Enthoven a quitté *Les Nouveaux Chemins de la connaissance* en septembre, une émission de *France Culture* qu'il présentait depuis la rentrée 2008. Doué d'un talent oratoire certain et d'une vaste culture, le philosophe était capable d'évoquer tous les sujets aux côtés d'intellectuels souvent remarquables et passionnés. Si l'émission continue sous la direction de son assistante Adèle Van Reeth, Raphaël Enthoven a décidé de prendre du temps pour se remettre à l'écriture. En outre, il s'engage ouvertement pour défendre ses idées politiques, devenant ce qu'il avait lui-même dénoncé en début d'année : un philosophe de service.



Raphaël Enthoven

Thèmes de campagne

Grand défenseur de Dominique Strauss-Kahn dans *L'Express* [1], ainsi que de la théorie du genre chez Taddéi [2], de plus en plus présent sur les plateaux télévisés, il bénéficie d'une véritable tribune offerte chez *France Culture* avec une émission hebdomadaire qui lui permet d'apporter son regard sur l'actualité en quelques minutes : « *le monde selon Raphaël Enthoven* ».

Si « *la philosophie remplace le jugement par la compréhension* » et tend à « *voir des mécanismes là où nous avons pour habitude de voir des boucs émissaires* [3] », alors la nouvelle émission de Raphaël Enthoven n'est en aucun cas philosophique. Polémique, celui-ci assène ses poncifs sans aucune nuance et se fait ainsi le porte-parole d'une bien-pensance gauchiste dénuée de tout argument sérieux. Si ce n'est le bel hommage rendu à Lucien Jerphagnon le 20 septembre, Raphaël Enthoven s'exprime notamment sur la théorie du genre et sur la démondialisation avec une ironie mordante qui tend à cacher maladroitement un discours vide et approximatif. Incriminant les députés de ce qu'il appelle la « *maladroite populaire* », il dénonce leur scientisme et rappelle que si la théorie du genre tient à la sociologie ou à la philosophie, cela n'en fait pas pour autant une pensée moins noble que si elle eût été scientifique. « *C'est un débat* », proclame-t-il en appelant à penser la différence entre la nature humaine et animale, pour ensuite déclarer l'évidence de la théorie du *gender* : « *c'est un fait* ». Gageons que cette formule, si vilipendée il y a quelques mois dans un autre contexte, ne lui sera pas reprochée. Il n'est pourtant nulle question de scientisme dans la déclaration des députés UMP, et Raphaël Enthoven feint de ne pas relever ce qui est au cœur du problème : le fait que cette théorie soit justement inscrite au sein de manuels de Science de Vie de la Terre et non de sociologie ou de philosophie. Citant Rousseau, défendant la capacité spécifiquement humaine à transcender ses déterminations naturelles, il semble vouloir rompre le lien qui unit l'homme à la nature et en faire un être prométhéen et artificiel. Il n'y a qu'un pas vers le post-humain.

Feu sur Montebourg

La démondialisation proposée par Arnaud Montebourg n'est certes pas parfaite. Il n'en reste pas moins que l'idée est intéressante et mérite d'être pensée et débattue. Mais le philosophe de service ne débat pas, il pourfend le Mal en dressant haut la bannière du camp du Bien. L'ironie est toujours au rendez-vous, Raphaël Enthoven en appelant à la seconde loi de la thermodynamique (irréversibilité du temps) pour prouver l'inanité de la démondialisation présentée comme un retour en arrière vers le « *désordre ancien* ». « *Pour que la mondialisation marche, il faudrait d'ailleurs la mondialiser* » assène-t-il avec évidence. C'est bien mal connaître les thèses défendues par Arnaud Montebourg que de croire qu'il s'agit d'un simple retour en arrière, de même que l'on caricature aisément Marine Le Pen en présentant le protectionnisme comme une vieillerie d'un autre siècle.

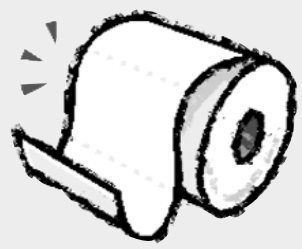
Car c'est bien le Front national qui est visé à travers la démondialisation, notre philosophe de service évoquant la création d'un « *Front socialiste* » apte à la « *lepénisation des esprits par la gauche* » et liant la droite populaire à la gauche populiste. Pourtant, comme le dit Arnaud Montebourg dans *Votez pour la démondialisation !*, « *il ne reste plus que les vieux éduqués en faveur du libre-échange, ceux qui sont encore bloqués au XXe siècle. En un mot, ceux qui nous gouvernent.* » Car les pratiques de bien des pays montrent en effet que l'avenir n'est plus à la mondialisation mais bien à un retour des nations et des frontières. C'est ce que ne saurait voir Raphaël Enthoven, trop enclin à vitupérer sur la forme plutôt qu'à débattre sur le fond, évoquant les « *lois sécuritaires* » promises par Montebourg pour l'assimiler à un Front national qui fait figure de bouc émissaire. Nous lui donnerons raison : « *Le philosophe de service est un épouvantail dont les grimaces montrent à tout le monde qu'elles n'impressionnent plus personne. Ses postures cérébrales sont le faire-valoir des sentences hommasses et des lieux communs.* [4] » ■

Dimitri Julien

1 - « *On peut être faible et fourbe, riche et innocent* », *L'Express*, 1er septembre 2011.
2 - *Ce soir ou jamais*, émission du 6 septembre 2011.
3 - *Télévision Suisse Romande*, le 7 avril 2011.
4 - Raphaël Enthoven, *Le Philosophe de service et autres textes*, Gallimard ,112 p., 12,90 euros

CHRONIQUE

R. Castellucci et la merde



« ***La merde est un problème théologique plus ardu que le mal.*** » **Milan Kundera**

ROMEO CASTELLUCCI est italien, comme son nom peut l'indiquer. Il a une parfaite connaissance du christianisme, comme le comprennent ceux qui collectionnent ses déclarations. Et il vient de monter une pièce au nom surprenant : *Sur le concept de visage du Fils de Dieu*. Intello ? Sans doute, mais alors sans la plus élémentaire finesse...

C'est qu'il aime les matières fécales, Romeo Castellucci, sa pièce en déborde. Il aime l'odeur de la merde, Romeo Castellucci, le théâtre de la Ville, après chaque représentation de sa pièce, pue la merde synthétique. On peut dire aussi qu'il aime mettre la merde.

À Avignon, sa pièce s'était terminée en pugilat. À Paris, ce sont des manifestations quotidiennes qui ponctuent les représentations, au point que l'auteur a été obligé d'expurger en cours de représentation sa propre pièce pour tenter de lui donner un sens acceptable. Et ce sont les jeunes d'Action française qui ont donné le branle à ces protestations de cathos indignés, trouvant d'ailleurs en face d'eux la réaction extrêmement violente de policiers qui avaient manifestement oublié le sens du mot "dérapage".

Comment expliquer la présence, parmi les contre-manifestants, de l'Action française, mouvement résolument laïc depuis toujours, comme j'ai essayé de le montrer dans le récent Cahier de l'Herne *Maurras* ? Je crois que le slogan qu'ils avaient choisi est très explicatif de leur engagement : « *La culture c'est sacré, on ne laissera rien passer.* »

Que l'on soit chrétien ou non, il faut bien reconnaître que le christianisme fait partie de notre culture, qu'il constitue pour nous une matrice. On ne s'en prend pas à sa matrice sans une sorte d'instinct suicidaire, celui qui flotte dans l'atmosphère nihiliste dans laquelle nous vivons. En expliquant qu'ils défendent le sacré et un sacré "culturel" qui dépasse même la dimension religieuse, il me semble, n'en déplaise à Jean Birnbaum qui se pose la question à la une du *Monde*, que les jeunes d'Action Française sont parfaitement dans leur rôle – fidèles en cela aussi à la pensée du maître de Martigues. Et ce n'est pas la « *christophobie* » du jeune Maurras, alléguée par Birnabaum, qui change quoi que ce soit au problème.

Maurras a un rapport personnel complexe avec la foi de son enfance. Il a été un blasphémateur compulsif. Plusieurs fois sa colère a débordé contre « *le Galiléen* » et « *les quatre juifs obscurs* ». Mais il a promis à sa mère de réciter chaque jour un *Je vous salue Marie* et, autant que l'on puisse en juger de l'extérieur, il s'est exercé à tenir cette promesse. Et, dans sa poésie, il exprime sa quête religieuse, toujours recommencée. Bref c'est un drame personnel. Rien à voir avec la haine que voue Castellucci au visage du Christ, disparaissant sous les étrons ou se confondant avec eux, alors qu'à l'origine, des enfants - des enfants ! - jetaient contre cette image de fausses grenades.

Païen ou chrétien selon le point d'où on le regarde, Maurras a un sens du sacré extraordinairement profond. Relisez *Corps glorieux* pour vous en convaincre ! « *Pius Maurras* », disait Jean Madiran. Il a le sens de la piété. Sa prose déborde naturellement en un lyrisme expansif et tout méridional devant ce qui est beau, ce qui est noble, ce qui est grand. Et s'il déteste le romantisme, c'est avant tout justement dans la mesure où les romantiques, cédant à une sorte de délire que Maurras nomme antiphysique, opposent et substituent à la sainteté et à la beauté du monde leurs très, leurs trop considérables états d'âme personnels. La quintessence du romantisme, vu par Maurras, n'est-elle pas... Castellucci, artiste contemporain, opérant fièrement la confusion de la beauté et de la merde en une même bouillie mentale ?

Mais, au-delà du mal, au-delà des blasphèmes passionnels, toujours personnels, toujours subjectifs et dont le sens peut être effectivement transformé et converti par la Croix, il reste, objectivement, le sacrilège, cette colossale indifférence au sacré, qui consiste à confondre les plus nobles réalisations de l'humanité avec le niveau de la merde... Ce sacrilège-là, ce sacrilège objectif et gratuit, ce confusionnisme volontaire a quelque chose du péché contre l'Esprit saint, celui qui ne sera jamais pardonné.

Milan Kundera est tout sauf un chrétien de première ligne. Dans cette perspective, très maurrassienne et remarquablement anti-castelluccienne, il avait laissé éclater sa colère contre le monde comme il ne va pas, en disant : le problème ce n'est pas le mal, le problème c'est la merde. ❑

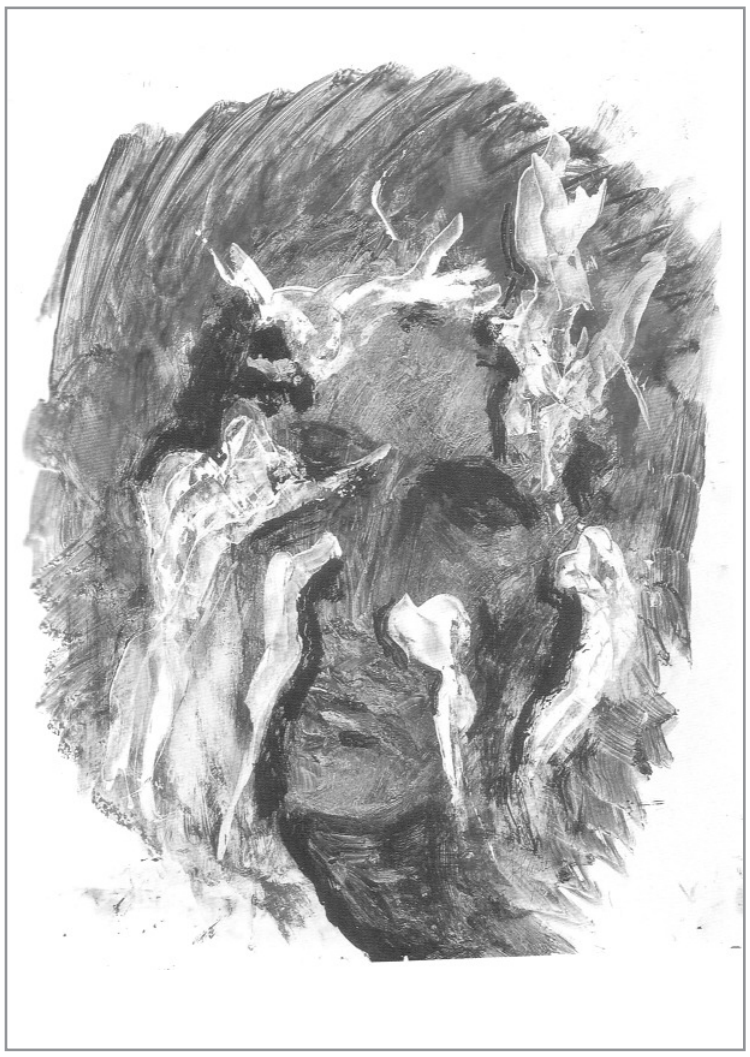
Abbé G. de Tanoüarn

❑ L'ŒUVRE

Le Verbe transfiguré

Pratiquant la peinture depuis son enfance, le philosophe Jean Guitton (1901-1999) est l'auteur d'une œuvre picturale à la fois abondante et inclassable, qui se dévoile comme un grand livre de poésie.

J'ai reçu un courrier nombreux suite à l'article concernant le tableau du Caravage L'incrédulité de saint-Thomas (*L'Action Française 2000* n° 2825 du 6 octobre 2011). L'essentiel tournait autour de la question suivante : le fait de boire son champagne avec des glaçons peut-il être considéré comme la marque d'une prise en considération des problèmes d'actualité tel celui du réchauffement de la planète, et donc de la difficulté à avoir les bulles à bonne température ? La réponse ne saurait être qu'évidente tant tout ce qui est actuel est nôtre, à preuve l'œuvre que nous allons approcher aujourd'hui.



Le Christ aux anges
de Jean Guitton

Merveilleuse jeunesse

Il s'agit d'une peinture de Jean Guitton intitulée *Le Christ aux anges*, dont il existe une seconde version, plus définitive, appelée *La Transfiguration*. Certains seront peut-être surpris de découvrir que Jean Guitton, notre cher philosophe, a laissé une œuvre picturale à la fois abondante et inclassable. Elle n'est certes pas celle d'un peintre majeur mais son importance est grande, très grande, en ceci qu'elle se dévoile comme un grand livre de poésie. Chaque œuvre est une image en gardant à l'esprit ce mot de Bachelard : « *Toute image poétique est une création du Logos lui-même*. » Jean Guitton, par la merveilleuse jeunesse de son œuvre peinte, nous a laissé des images, un trésor d'avancées de la pensée par le trait et la couleur, vers un là où les mots communément ne vont, peut-être par trop de pudeur quand d'autres diront de lourdeur. Un petit livre serait à relire : *Au fil des jours* [1], ouvrage d'aphorismes et d'entretiens où Jean Guitton parle de la peinture et de sa peinture. Ainsi : « *La peinture rachète l'espace du corps humain comme la prière rachète le temps dépravé de l'esprit humain.* »
Et donc en ce bel aujourd'hui, *Le Christ aux anges*. Dans un court dialogue d'*Au fil des jours*, Jean Guitton évoque un peu cette œuvre : « *Question - Que vous inspirent tous ces anges qui convergent vers le visage du Christ ? Jean Guitton - Les anges sont très petits. Je l'ai les ai souvent peints, comme motifs. Q - Pourquoi les anges et pas l'humanité ? J.G. - Le Christ enseigne que les anges regardent sans cesse la face de Dieu. L'intimité de notre être est en rapport avec la face de Dieu. Donc, j'arrive très vite à représenter des anges ; tandis que peindre le Christ fait homme demande beaucoup de temps. Les anges sont tous différents, on pourrait leur donner des noms, raconter leur histoire. Q - Ils sont blancs. J.G. - Pourquoi, je ne peux pas savoir. Quand on peint on est dans le coma.* » (Il faut avoir à l'œil ici, par rapport au noir et blanc de la reproduction du journal, que la chevelure du Christ est un flamboiement serein de rouge, de rose et de carmin.)

Au commencement était le Verbe

Si l'on revient à présent sur la version dernière de cette œuvre (très sensiblement équivalente) et le fait que Jean Guitton l'intitule *La Transfiguration*, on se retrouve face à un poème. Un poème que notre esprit lirait à voix haute en nous. Un poème en prose. La prose propre à chacun, le chacun d'une traduction, la traduction du Verbe lui-même. La transfiguration. Jean y assiste avec son frère Jacques et Pierre. Jean, le rédacteur du *Prologue*, la main qui a écrit : « *Au commencement était le Verbe* [...] *et le Verbe s'est fait chair.* »
Et là, avec l'œuvre de Guitton, on se retrouve face au Verbe fait chair et transfiguré. Un flamboiement. J'allais dire un flamboiement poétique, ou mieux, le flamboiement, là, sous nos yeux, de la poésie. Et les anges ? Les porteurs de mots. Les mots de la création du monde. Nous sommes là, devant les mots par lesquels le Verbe a créé le monde, ces mots portés par des anges, entourant le visage du Verbe qui se tait. Les mots de la création du monde et le visage qui annonce celui de la résurrection. Le visuel d'un poème. La peinture qui donne à lire. Le poème du voir. Le philosophe abandonnant les mots et nous menant par le trait et la couleur là... Là où tout n'est plus qu'en deux questions : Qu'y a-t-il en moi qui m'empêche d'entendre ce que je vois ? Qu'y a-t-il qui m'empêche de voir en moi ce que j'entends ?

Devant l'Éternité

La transfiguration de Jean Guitton ou le face à face avec le visage de l'Éternité. Un face à face dont je ne peux voir que ce que le temps nous permet d'en voir. Un face à face avec le Verbe fait chair et ressuscité dont je ne peux entendre que ce que m'en permet ce qu'il me reste des mots, ou ce que j'en ai fait. Mais qu'importe, la beauté est ce qui enthousiasme malgré ce que je suis et ne puis. ■

Mon verre est vide
et j'ai soif.
Henry Le Bal

1 - Jean Guitton, *Au fil des jours, aphorismes et entretiens*, Atelier contemporain.1998, 188 pages, 18,29 euros.

MAURRAS

Moyen-Orient et Maghreb

Alors que le Moyen-Orient est à feu et à sang et que le Maghreb est à peine sorti ddu "Printemps arabe", il semblait intéressant de rechercher ce que disaient de ces régions Maurras et *L'Action Française* au début du XXe siècle.

Maurras commence un article du 27 juin 1913 par une déclaration qui montre bien l'influence qu'avait alors la France dans ces pays : « *On ne dira jamais assez quel honneur, quelle antiquité, quelle tradition, quelle gloire et aussi quels substantiels et solides avantages de toute sorte représente le patronage des populations qui nous appellent en Orient. D'autres puissances sollicitent ces anciens clients de la France. Mais ces peuples fidèles ne connaissent que nous et refusent obstinément tout ce qui ne rend pas le son catholique et français.* »
En quelques lignes et avec quelques mots très forts, Maurras pose et résout le problème. L'emploi du mot "patronage" à lui seul est significatif. Il ne s'agit pas d'occupation par la force, ni de colonisation de populations au service d'un pays plus fort, mais d'une prise en charge qui comprend la protection, le développement, l'éducation et la préparation des peuples à affronter le futur. C'est la tradition qui justifiait le patronage français et d'ailleurs les populations ne s'y trompaient pas car elles nous appelaient et rejetaient tout ce qui n'était pas français. Certes notre pays y trouvaient de "solides avantages" mais ceux qu'y trouvaient les populations "patronnées" étaient encore plus grands et la meilleure preuve en est la fidélité de ces populations, qui n'hésiteront pas dans les années qui vont suivre à rejoindre les troupes françaises pour défendre le territoire national.
Maurras poursuit, pour bien montrer ce qui différentie, aux yeux de ces peuples, la France des autres nations, en évoquant le voyage de Guillaume II en Terre sainte, au cours duquel les maronites, qui avaient coutume d'allumer pendant la nuit des veilleuses à chaque fenêtre, avaient laissé la ville dans l'obscurité.
Ces peuples, bien sûr, étaient les clients de la France, mais ces relations commerciales et d'amitié duraient depuis les Croisades et Maurras ajoute : « *Tel est l'état de notre patrimoine moral sur les rivages de Syrie. Tel il fut constitué au Xe siècle, tel il dure au XXe, par l'effort continué de nos prêtres, de nos professeurs, de nos négociants, de nos soldats, de nos médecins, de nos magistrats, de nos rois.* » Maurras est bien conscient que plusieurs autres nations nous jalousent, du Midi ou du Nord et même l'Amérique et sa ploutocratie, c'est pourquoi il conclut l'article en écrivant qu'il faut que nous restions dans ces pays avec les signes de notre force. Mais, se demande-t-il : « *À quels résultats négatifs ne risque-t-il point* [une gouvernement faible, inactif et divisé] *de nous faire tomber ?* »
Hélas, il avait, une fois encore raison, puisque dans les années qui ont suivi la Première Guerre mondiale, l'Angleterre, l'Italie, même l'Allemagne et bien sûr l'Amérique ont lutté pour que nous abandonnions notre mandat en Syrie, ce qui nous a coûté des milliers de soldats et qui a été aussi vraisemblablement dû à l'incurie du gouvernement de la République et peut-être à la trahison de certains de nos représentants en Asie mineure.
Dans un autre article du 19 mai 1914, donc quelques semaines avant la déclaration de guerre, Maurras explique aux lecteurs de *L'Actions Française* que l'expansion d'un grand pays comme la France ne peut pas se faire dans un seul sens. Les Valois et après eux les Bourbons l'avaient bien compris. Les derniers rois de France, en préparant de nouveaux progrès au Nord-Est par la révision des traités de 1815, allèrent planter le drapeau français à Alger. Il termine par une critique sans appel de Napoléon III : « *Les pouvoirs révolutionnaires n'y ont rien compris : connaissez-vous absurdité comparable à celle de Napoléon III, qui poursuit l'œuvre de nos rois en Algérie, en Syrie, en Egypte, et qui façonne en même temps l'unité de l'Italie ? (qui aidera à nous faire perdre une partie de nos colonies). Autant engraisser et parer la nation pour son sacrifice !* »
Nous terminerons en citant quelques phrases de l'article du 3 novembre 1914 : « *L'Orient nous a entendus nous calomnier et il a entendu nos calomniateurs renchérir.* [...] *Notre "politique d'abord" eût commencé par constituer en France un État assez vigilant pour empêcher l'Allemagne* [...]*de nous enlever notre rang.* » J'ose à peine penser ce que dirait aujourd'hui notre maître. ❑

Louis de Galice

❑ PROVINCE

La France bouge !

Visite du prince Charles-Philipe à Limoges, réunion publique de l'Action françaiseà Marseille sont quelques-uns des événements ayant ponctué l'activité des royalistes de province le mois dernier.

Réunion à Marseille le 21 octobre

Jamais, de mémoire de Limougeaud, on n'avait vu depuis Henri IV aussi "joyeuse entrée" d'un prince. Représentant le chef de la maison de France empêché, SAR le prince Charles-Philippe d'Orléans, duc d'Anjou, a effectué les 21 et 22 octobre derniers une visite dans la capitale du Limousin et ses environs. Après avoir rencontré les principales autorités civiles et religieuses et visité les entreprises de pointe de la technopole ESTER, le prince, accompagné d'un service d'honneur réduit, a inauguré dans la liesse populaire la "frairie des petits ventres" (fête corporative traditionnelle des bouchers).

Le lendemain matin, une messe selon la forme extraordinaire du rite romain a été célébrée, hors sa présence, en l'église Saint-Pierre-du-Queyroix par un clerc de l'Institut du Christ-Roi Souverain Prêtre. À l'extérieur, une vente à la criée de *L'Action Française 2000* interpellait des passants rarement hostiles, parfois intéressés du fait de l'absence de presse indépendante en Limousin. Pendant ce temps-là, le duc d'Anjou, répondant à l'invitation du maire d'Oradour-sur-Glane, visitait le village martyr. Le plan médias couvrant le voyage, remarquablement orchestré, comprenait une interviouve à France Bleu Limousin et un passage remarqué de vingt-cinq minutes à l'émission *La Voix est libre* sur *France 3*. Au banquet, organisé en fin de matinée en son honneur à la meilleure table de Limoges, Chez Alphonse, qui regroupait des royalistes de toutes tendances, le duc d'Anjou a pris la parole pour un discours attendu. Avec l'indépendance d'esprit, la simplicité et le ton direct qui le caractérisent, le prince "robertien" le plus politique de sa génération a bousculé un certain nombre de préjugés. Réaffirmant sa fidélité absolue de cadet au chef de la maison de France et à l'ordre normal de sa succession, il a convié les royalistes présents et au-delà à faire connaître aux nombreux Français qui l'ignorent l'existence de la famille-chef qui peut, seule, sauver notre pays.

Déplorant les divisions actuelles des royalistes, – qui n'ont pas de doctrine, ni parfois de Prince communs, – le duc d'Anjou les invite à s'unir, dans une certaine mesure, dans cette action positive : pour lui, les nouveaux moyens de communication permettent cette propagande. Même si, dans son optique, la Restauration n'est pas pour demain et si, dans son langage, la monarchie future pourrait être compatible avec la "modernité" politique, son volontarisme et son charisme sont les principaux atouts médiatiques du royalisme français.

On nous permettra de remarquer respectueusement que, poussé trop loin, le regroupement tactique souhaité de royalistes pourvus d'une doctrine (l'Action française) avec ceux qui, royalistes de sentiment, ne le sont pas, serait un marché de dupes. Selon nous, cette unification, excellente pour des groupes sans idées politiques fermes, ne remplace nullement l'objet propre du nationalisme intégral, qui est « l'acte d'instituer la Monarchie » (Maurras). En cela, notre Action française est complémentaire de la politique de la maison de France : comme le disait Pierre Pujo, nous sommes les « *franc-tireurs de la Monarchie* ». De même que nous respectons l'indépendance de la Famille royale et que nous entendons La servir loyalement et intelligemment, notre marge de manœuvre politique doit demeurer entière pour défendre efficacement le pays réel, sur le terrain de la lutte des partis. Sans doute, cela n'exclut-il pas dans l'immédiat une meilleure information réciproque des uns et des autres sur leurs activités, à réaliser sous l'égide de l'Institut de la Maison royale de France.

Au total, cette première et trop courte visite en province du duc d'Anjou, très appréciée de l'ensemble de nos amis, a remobilisé les royalistes locaux et fait naître des vocations militantes. Elle donne des raisons nouvelles d'espérer. Il faut saluer une excellente organisation logistique de l'IMRF, qui s'affirme depuis plusieurs années comme le principal organe politique de la maison de France. Ce n'est qu'un début de reconquête de l'opinion par Mgr le comte de Paris, Duc de France. ■

En Provence

Bien que ses activités aient repris depuis septembre, la section marseillaise de l'AF Provence a organisé sa réunion publique de rentrée vendredi 21 octobre. La présence d'Olivier Perceval, secrétaire général du mouvement d'AF, permit d'être informé des événements qui s'étaient déroulés la veille à l'occasion d'un spectacle anti-chrétien à Paris. Après cette introduction, François Charette, animateur de la section jeunes de Marseille, présenta un bilan des activités de l'année écoulée : tractages, collages, ventes, actions contre le film *Hors la loi* et contre l'exposition *Piss Christ* à Avignon, hommage à Jacques Bainville ,participation à des manifestations patriotiques, cercles de formation... Tout cela se poursuivra en 2011-2012.

Michel Franceschetti, secrétaire de l'AF Provence-Côte d'Azur, présenta ce qu'est le combat patriotique pour l'AF. Cette expression, loin d'être rétro, est tout à fait d'actualité avec l'audience obtenue par le thème de démondialisation que défend Arnaud Montebourg et avec le renouveau de l'idée de frontières que défend Régis Debray, pendant que l'Union européenne s'effondre avec sa monnaie unique. La crise pousse les Français à chercher un abri et une fraternité. Les citations de Charles Maurras et du prince Jean de France ont montré que la nation peut fournir l'abri et la fraternité que cherchent nos concitoyens.Il existe des ressources. Il faut agir, se montrer et utiliser toutes les occasions possibles pour mettre en avant les idées nationalistes. Surtout, nous devons faire comprendre que l'alternance n'est pas une solution. Le peuple français a besoin d'une alternative, l'alternative nationale et royale. Olivier Perceval a ensuite évoqué le combat social. Il a montré, chiffres à l'appui, l'importance de la pauvreté dont les classes moyennes sont de plus en plus victimes. Pour les aider, les bons sentiments ne suffisent pas. Aucune solidarité réelle n'existe sans principe fédérateur. ..

Après les discours, un repas amical et très animé réunit des militants marseillais avec des amis de Toulon et Marseille. Deux jeunes furent récompensés de leur militantisme par la remise de la plaque bleue à fleur de lys instituée par l'AF. Les thèmes de la réunion furent discutés mais il fut aussi question des prochaines actions dans notre région. Si vous voulez y participer, prenez contact avec nous et adhérez ! ■

Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
communication@actionfrancaise.net

Président du Comité directeur d'AF
Stéphane Blanchonnet
Secrétaire général
Olivier Perceval
Secrétaire général adjoint
Romain Hellouin

Trésorier
Giovanni Castelluccio
Secrétaire administratif
Marie-Suzanne de Benque d'Agut
Formation
Marc Savina

Provinces
Philippe Castelluccio
Militantisme
Jean-Baptiste de l'Aviath
Responsable opérationnel
François Bel-Ker

11 NOVEMBRE

Banquet des amis d'AF

❑ **Le vendredi 11 novembre à 12 h 30**, nos lecteurs sont conviés à un grand moment d'amitié, en présence des rédacteurs du journal et des responsables du mouvement. Au restaurant Ratatouille, 168 rue Montmartre, Paris 2e (métro Bourse ou Grands Boulevards).

Participation : 35 euros ; lycéens, étudiants, chômeurs : 25 euros. Réservation obligatoire (places limitées). Règlement à l'ordre du CRAF, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris. Renseignements : 06 88 97 00 40 ; communication@actionfrancaise.net

11 NOVEMBRE

Commémoration du 11 nov. 1940

Le Vendredi 11 novembre 2011 à 19 h 30, la jeunesse française, réunie autour de l'Association des anciens du 11 novembre 1940, déposera une gerbe sous la plaque commémorative, sise en haut des Champs-Élysées. Rendez-vous à la sortie Champs-Élysées de la station de métro Charles de Gaulle-Étoile.

❑ **PARIS** – Cercle d'études les mercredis à 18 h 30. Permanence du lundi au vendredi de 10 heures à 17 heures, dans nos bureaux. Pour rejoindre les équipes de vente du journal, écrivez à : antoine.desonay@actionfrancaise.net

❑ **GRENOBLE** – Le cercle Philis de la Charce se réunira le mercredi 9 novembre à 21 heures, dans l'agglomération grenobloise, autour du thème suivant : "le nationalisme". Pour tout renseignements, écrire à afegrenoble@gmx.fr

❑ L'AF EN MOUVEMENT

Feu sur Romeo Castellucci

Au cœur de Paris, le Théâtre de la Ville a mis en scène, avec l'argent public, un spectacle scatologique et eschatologique. Mais Roméo Castellucci avait compté sans l'Action française.. La jeunesse française était au rendez-vous !

Un siècle tout juste après la pièce controversée *Après moi* d'Henri Bernstein, où déjà les Camelots du Roi s'étaient illustrés, leurs descendants, hérauts d'une jeunesse française en quête de sens, ont initié le combat contre la pièce de Roméo Castellucci intitulée *Sur le concept du visage du fils de Dieu*. Ce qui ne devait être qu'un simple mauvais spectacle, dénoncé pour son manque d'envergure artistique et sa promotion du nihilisme, est devenu en quelques jours l'"affaire Castellucci". Grassement subventionné par les impôts de tous les Français, ce spectacle mettait en scène, à l'origine, des enfants caillassant le visage du Christ après la défécation d'un vieillard devant le public. Il mêle l'obscénité d'une représentation d'acteurs en mal de reconnaissance à la névrose d'un réalisateur.

L'AF face aux CRS

Jeudi 20 octobre, malgré un "dispositif de sécurité" important - on parle de cent cinquante CRS et gendarmes mobiles -, les jeunes militants de l'Action française étaient là pour manifester l'indignation des Français devant cette farce « *scatologique* » et « *eschatologique* » (selon l'auteur lui-même). À l'heure où la perte de repères de notre société est en grande partie due aux attaques incessantes contre les fondements de notre culture et de notre civilisation, il n'était pas dit que nous laisserions un théâtre bourgeois insulter l'image de notre patrimoine sacré et culturel. La confrontation fut d'une rare violence : la milice républicaine, particulièrement zélée, tenta en vain de barrer le passage à une jeunesse française scandalisée par les renoncements et la complicité de l'oligarchie au pouvoir. Visiblement surprise par cette détermination, la répression démocratique s'est exercée avec brutalité. Nos camarades furent tabassés, matraqués, frappés, jetés à terre, menottés sans ménagement... Les gardiens du désordre établi se bousculaient pour frapper de jeunes Français venus les mains nues protester contre un spectacle immonde. C'est là que, comble de l'abomination, un de nos amis, ligoté dans le dos, à plat ventre, gisant sur le caniveau, s'est fait écraser la jambe par un véhicule de police. Le fourgon stationna sur la jambe (vous lisez-bien...) alors que notre camarade hurlait de douleur, devant une foule écœurée et choquée par l'incompétence et la brutalité des argousins. Les pompiers appelés étaient eux-mêmes gênés par leur attitude. Le régime a les serviteurs qu'il peut. Après des radios et un séjour à l'hôpital, notre ami fut placé vingt-trois heures en garde à vue… Il est actuellement toujours en incapacité temporaire totale de travail et souffre de multiples traumatismes.

Le combat continue

Ce jeudi 20 octobre, aux cris de « *Action française* », et « *la culture c'est sacré on ne laissera rien passer* », dix-sept militants d'AF furent interpellés pour avoir osé attaquer un spectacle impie et ordurier. Les jours suivants, l'ensemble de la jeunesse française et catholique était présente, face au théâtre de l'abjection scénarisée. Vendredi 21 octobre, vingt jeunes Français furent de nouveau interpellés, une quarantaine le week-end suivant, plus de deux cents dans la semaine qui vient de s'écouler... À l'heure où nous écrivons, un certain nombre de nos camarades sont encore détenus au poste ou au dépôt.
La mobilisation de l'Action française n'en restera pas là. Cette fois encore, nous avons amorcé la pompe de la réaction, il nous appartient d'accroître notre mobilisation. Nous avons payé chèrement notre abnégation : l'intérêt national est premier ! Ne tolérons plus ces injures faites à notre pays et à nos compatriotes. En neuf jours, plus de sept cents jeunes Français se sont mobilisés, mais demain ? Demain verra la jeunesse libre, la jeunesse fière, la jeunesse française reprendre la grande destinée du peuple de France. Le combat continue et s'intensifie. ■

Camille Berth

» JE SOUTIENS !

Le "denier de Jeanne d'Arc" désigne la caisse de secours immédiat et la caisse de combat des militants d'AF. Vous pouvez participer au soutien de nos quatre amis ayant perdu leur emploi et aider le mouvement à surmonter le paiement des amendes reçues. Manifestez-vous, rejoignez-nous ! Chèque à l'ordre du CRAF, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

» MILITANTS

Le tableau d'honneur, par ordre alphabétique des prénoms : Antoine C., Baptiste N., Benoit M., Bruno D., Clovis D., Donatien B., Erwan D., Etienne D., Florent W., François B.-K., François-Xavier C., Frederic E., Geoffrey D., Geoffrey P., Goupil ; Guillaume B., Henri F., Jean-Baptiste F., Jean-Gab. de L., Jérémy T., Julien W., Lilian D., Louis B., Maxime B., Michel L., Paul C., Pierre Louis V., Renaud D., Thibault D., Vincent G.
Nous remercions également les JFR pour leur aide variée : Agnès B., Bérengère D., Blanche P., Marie D.

» LES CHIFFRES

681 heures de garde à vue ;
46 militants interpellés ;
22 avocats convoqués (dont dix-sept commis d'office) ;
12 jours d'incapacité temporaire totale de travail ;
6 inculpations ; **4 salariés** ayant perdu leur emploi.

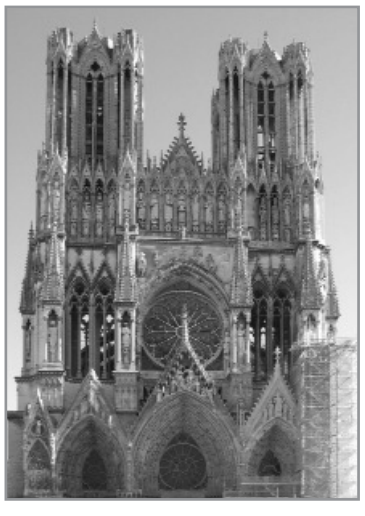
COMBAT

La défense d'un héritage

NOUS SOMMES tous des héritiers. La société n'est pas la somme des individus qui la composent. « *L'individu paraît composer la société; en réalité il ne la fait pas : il est fait et défait par elle.* » Quels que soient les services que l'homme lui rend, il est avant tout un héritier et un débiteur.
L'héritage grec a été assimilé et transmis par Rome, qui y a ajouté son propre apport : l'organisation politique et sociale, la notion d'État, la science du droit. Le christianisme a fécondé à son tour cet héritage, qui impose des devoirs : de leur respect dépend l'équilibre de de notre civilisation, épanouissement de l'ordre social. La France est inséparable de l'héritage chrétien.

Face au relativisme

Alors que la civilisation classique concilie la liberté de l'homme avec la soumission aux lois du réel, le libéralisme et l'individualisme contemporains font de l'homme et de sa subjectivité la mesure de toute chose. L'opéra-théâtre *Sur le concept du visage du fils de Dieu* procède de cette vision du monde anthropocentriste, antichrétienne, destructrice des fondements de notre civilisation.
L'Action française est un mouvement politique : chacun y est libre de ses conceptions métaphysiques. Mais un nationaliste intégral a l'obligation de reconnaître le bienfait du catholicisme dans l'histoire de France. L'Action française dénonce l'hypocrisie développée par les tenants d'une idéologie consumériste exacerbée qui, sous prétexte de culture, déversent des flots de haine à l'encontre des fondements de notre civilisation. L'Action française soutiendra et accompagnera tous les actes de résistance visant à défendre notre civilisation millénaire, dont la religion catholique demeure le fondement. C'est pourquoi l'Action française entend, si nécessaire, se substituer aux autorités de la République pour la faire respecter. ■



Édité par PRIEP S.A. au capital de 59 880 euros – 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Imprimerie RPN – 93150 Le Blanc-Mesnil
Numéro de commission paritaire 0415I86761 – Directeur de la publication : M.-G. Pujo